

**//Conférence interparlementaire sur l'autonomie stratégique économique de l'Union européenne//**

**##Lundi 14 mars 2022##**

- Présidence de Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française -

*La réunion est ouverte à 9 heures.*

**Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française**, salue, au nom du président Gérard Larcher, l'ensemble des délégations et leur souhaite la bienvenue dans l'hémicycle du Sénat français.

Mme Sophie Primas souligne que les débats se tiendront sous le regard de deux grands hommes de l'histoire de France et de l'Europe, Charlemagne et Saint Louis, et sous celui d'éminents juristes ayant posé les fondations du droit français.

Elle rappelle la prophétie de Victor Hugo, poète, écrivain et homme politique engagé, qui siégea dans cet hémicycle : « Au XX<sup>e</sup> siècle, il y aura une nation extraordinaire... Elle s'appellera l'Europe. » Selon lui, « la guerre, c'est la guerre des hommes ; la paix, c'est la guerre des idées ». Ainsi la paix naît-elle du débat et de la confrontation des idées.

Devant le Congrès de la paix, le 21 août 1849, Victor Hugo déclarait : « Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand Sénat souverain... » Il revient aujourd'hui aux parlementaires des pays de l'Union européenne de donner raison à Victor Hugo en contribuant à la paix par la confrontation de

leurs idées : ses mots n'ont jamais eu autant de profondeur, alors que la guerre est aux frontières de l'Union européenne pour la première fois depuis des décennies.

Mme Sophie Primas souhaite affirmer, par une minute de silence, la solidarité des parlements des États membres de l'Union européenne à l'égard de l'Ukraine, de son gouvernement, de son peuple. Elle rappelle l'attachement indéfectible des Européens à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et exprime la tristesse profonde de l'Union européenne devant ces enfants, ces femmes et ces hommes qui meurent chaque jour sous les bombes et les tirs, victimes d'une guerre qu'ils n'ont pas choisie.

*(M. le commissaire européen, Mmes et MM. les membres de la conférence interparlementaire se lèvent et observent une minute de silence.)*

L'oratrice revient sur les raisons ayant présidé au choix de l'« autonomie stratégique économique » comme thème de travail. La pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine ont rappelé à quel point la « capacité à agir de manière autonome et à choisir quand agir, dans quels domaines et avec quels partenaires », autrement dit l'autonomie stratégique, demeure un impératif incontournable pour notre continent, qui a toujours été un moteur de la mondialisation.

Depuis 2020, l'Union européenne a fait de l'autonomie stratégique l'une de ses lignes directrices dans la reconstruction de l'économie d'« après-covid ». À travers le plan de relance, la révision de diverses stratégies, l'adoption encore en cours de règlements et directives tendant à la sécurisation de nos approvisionnements ou à la réduction de nos dépendances vis-à-vis de l'extérieur, nul ne doute plus aujourd'hui que l'autonomie stratégique économique est à l'ordre du jour.

Il s'agit non pas d'une mode, mais d'un tournant spectaculaire, que la guerre en Ukraine vient sans doute de rendre irréversible. Dans le monde d'après – après la covid-19 et après l'invasion de l'Ukraine –, il faut conjuguer autonomie stratégique et mondialisation.

Mme Sophie Primas rappelle que le concept d'autonomie stratégique était d'abord perçu avec la plus grande réticence par certains États membres estimant que la puissance de l'Union européenne reposait essentiellement sur son *soft power* : son marché, ses normes, ses valeurs, sa capacité à s'inscrire dans une mondialisation, dont elle se voulait le moteur.

Elle relève également que la souveraineté a longtemps été une notion bannie en Europe, souvent associée au souverainisme, c'est-à-dire à des mouvements nationaux et anti-européens prospérant en réaction aux effets de la mondialisation. Ainsi, pendant longtemps, il ne serait venu à l'idée de personne qu'une « souveraineté européenne » fût envisageable. À cet égard, l'oratrice note que les mentalités ont évolué au fil des crises à une vitesse impressionnante.

Selon elle, l'invasion de l'Ukraine va encore accélérer le processus de nécessaire sortie de l'Union européenne des énergies fossiles pour réduire sa dépendance aux hydrocarbures russes.

Mme Sophie Primas reconnaît que les réserves sur l'autonomie stratégique n'ont pas toutes été levées et que son articulation avec la consolidation du marché intérieur et une politique commerciale ouverte ne va pas de soi.

Elle souligne que la libre circulation à l'intérieur des frontières européennes et les accords de libre-échange avec les partenaires extérieurs de l'Union européenne sont des pierres angulaires de la construction européenne ayant contribué à l'essor du niveau de vie des citoyens européens et à l'innovation des entreprises. Par conséquent, reconnaît-elle, la

recherche d'autonomie stratégique économique, parfois accusée d'impliquer une limitation à la libre circulation, a d'abord été perçue comme antinomique avec ce qui fait l'ADN et la puissance économique de l'Union européenne.

Mme Sophie Primas insiste sur le fait que la recherche d'une autonomie stratégique économique n'est pas un retour au protectionnisme, ni dans les frontières nationales ni dans les frontières européennes ; il ne s'agit pas non plus d'une remise en cause de la mondialisation, des liens d'interdépendance et des liens humains, toujours plus étroits. Elle constitue une protection justifiée contre des vulnérabilités de l'Union européenne, qu'elles soient liées à une trop forte concentration de nos fournisseurs ou à l'approvisionnement en biens critiques nécessaires au bon fonctionnement de nos pays. Elle est donc un élément central de la résilience de l'Union européenne face aux crises.

L'oratrice reconnaît que le rapprochement des termes « autonomie stratégique » et « économique » peut encore sembler quelque peu insolite et que d'aucuns voudraient cantonner l'autonomie stratégique aux questions de défense et de sécurité. Ce serait mal comprendre la portée plus large et plus globale de l'autonomie stratégique, qui a justement trait à l'ensemble des politiques publiques, en particulier aux questions économiques, comme le rappelle douloureusement et violemment l'exemple de la guerre en Ukraine.

Mme Sophie Primas relève que les questions posées par la conciliation entre l'objectif d'autonomie économique et les autres objectifs de politiques publiques ne sont pas théoriques. Elles sont au contraire très concrètes : dans le domaine de l'énergie, par exemple, l'Union européenne pourra-t-elle se passer du gaz et du pétrole russe l'hiver prochain sans recourir au gaz de schiste ? Le tournant vers le « tout renouvelable » ne mettra-t-il pas l'Union européenne dans une situation de dépendance à l'égard des pays producteurs de métaux rares, dont les standards en matière d'environnement et de droit social sont très éloignés des normes

européennes ? Dans ce contexte, faut-il donner au nucléaire une nouvelle place dans le mix énergétique européen ?

Rappelant que la guerre en Ukraine risque de provoquer une crise alimentaire majeure au Maghreb et en Afrique, Mme Sophie Primas se demande dans quelle mesure l'objectif d'autonomie stratégique économique s'oppose ou s'articule avec nos objectifs de transition écologique. Faut-il, demande-t-elle, suspendre certaines dispositions de la stratégie *Farm to Fork* ou augmenter significativement notre production de céréales ?

Il s'agit non pas d'opposer autonomie stratégique économique et libéralisme, mais de trouver le bon curseur dans chaque secteur. Ainsi, pour éviter de manier des concepts trop généraux et sans rapport avec la réalité vécue par les opérateurs économiques, les débats se concentreront sur trois « études de cas » sectorielles : la construction de filières industrielles d'avenir, l'énergie et l'approvisionnement en métaux rares, le maintien de notre souveraineté alimentaire. Ces exemples n'ont pas vocation à se substituer à un panorama plus transversal de nos vulnérabilités, mais doivent venir nourrir un diagnostic étayé et aider les Européens à choisir des solutions cohérentes.

Mme Sophie Primas salue la présence, pour cette première session, de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur, qui porte avec succès des initiatives fortes et ambitieuses en matière de réindustrialisation pour l'Union européenne.

M. Guillaume Pitron, journaliste français, auteur en 2018 d'un essai remarqué, *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, livrera, lors de la deuxième session, le point de vue documenté d'un observateur des tendances économiques naissantes, qui posent de nombreux défis à notre autonomie stratégique.

M. Norbert Lins, président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, partagera, lors de la troisième session, son expérience de parlementaire dans l'un des domaines phares de la compétence de l'Union européenne.

Mme Sophie Primas invite l'ensemble des participants à se rappeler les paroles de Victor Hugo avant d'entamer les débats : c'est bien de la confrontation des idées que naissent la paix et la prospérité. (*Applaudissements.*)

**M. Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française**, salue l'ensemble des délégations.

Pour M. Roland Lescure, poser aujourd'hui la question de l'autonomie stratégique économique de l'Union européenne revient à poser celle de l'avenir de l'Union européenne et de la manière dont les vieilles nations qui la composent, à l'extrémité de l'immense continent eurasiatique, imaginent leur avenir dans le monde de demain : un monde multipolaire et instable ; un monde poussé par des dynamiques d'ouverture et de globalisation, mais aussi travaillé par des crispations identitaires ; un monde multilatéral, mais qui voit le retour des puissances dans le jeu international ; un monde porteur autant de menaces que de promesses.

Pendant de longues années, nous avons cru collectivement que le monde était inépuisable et mû par un progrès technique conquérant, que les voies de la prospérité et de la croissance seraient indéfiniment ouvertes à tous, grands États et petites nations, pays développés et pays moins avancés, sans autres limites que le travail et l'intelligence des hommes.

L'orateur rappelle qu'un rapport du Club de Rome de 1972 mettait déjà en garde contre ces illusions : le monde est fini, ses ressources sont épuisables, la capacité à construire un avenir collectif pour l'Union européenne, qui soit prospère et sûr pour nous-mêmes et pour

les générations à venir, passe par la maîtrise de ses ressources, qu'elles soient énergétiques, minérales ou alimentaires.

Dans cette compétition autant économique qu'idéologique et militaire, M. Roland Lescure constate l'émergence de nouveaux acteurs : la Chine, le Brésil, l'Inde et d'autres encore. Ces pays, de la taille d'un continent, visent des objectifs qui leur sont propres et qui sont légitimes, mais qui ne sont pas nécessairement ceux de l'Europe. Il estime donc nécessaire de se garder de toute naïveté quant aux arrière-pensées de nos partenaires, y compris de nos amis et alliés les plus anciens.

Là encore, poser la question de l'autonomie stratégique économique de l'Union européenne revient inévitablement à poser celle de sa souveraineté, comme l'a montré la crise sanitaire de manière pressante et comme en témoigne, de manière violente, l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Si l'Europe est dans une situation de dépendance vis-à-vis de la Russie pour son approvisionnement en gaz ou de la Chine pour son approvisionnement en terres rares, si elle dépend d'acteurs étatiques ou para-étatiques pour le lithium, le cobalt, le silicium ou le titane, si elle n'est pas autosuffisante dans le domaine alimentaire, peut-elle véritablement se dire souveraine ?

Selon la formule du juriste Louis Le Fur, la souveraineté, c'est « la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser ».

Comment donner corps à cette « Europe puissance », qui n'est encore que le plus grand commun dénominateur des États qui la composent et qui doit au contraire devenir leur multiple ? Comme l'a souligné Sophie Primas, comment articuler cette autonomie avec l'approfondissement du marché intérieur et une politique commerciale ouverte ?

M. Roland Lescure rappelle que le commissaire européen Paolo Gentiloni s'interrogeait récemment sur la conciliation entre autonomie énergétique et ambitions climatiques. Il relève que, pour réduire notre dépendance au gaz russe, il faudra accroître nos achats de gaz naturel liquéfié, augmenter nos capacités de regazéification sur notre sol et, dans certains cas et pour certains États, recourir plus massivement au charbon ; il s'agit là de questions ouvertes, d'objectifs difficiles à concilier et parfois contradictoires et de sujets que les débats d'aujourd'hui vont permettre d'éclairer. Autant d'échanges, espère-t-il, qui seront extrêmement fructueux et qui contribueront à construire les réponses que les citoyens des États de l'Union européenne attendent de leurs parlementaires. (*Applaudissements.*)

### **Première session – L'autonomie stratégique dans les filières industrielles d'avenir**

- Présidence de Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française –

**Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française**, ouvre la première session, consacrée à l'autonomie stratégique dans les filières industrielles d'avenir.

Rappelant que les pays de l'Union européenne ont constitué le berceau de la révolution industrielle, qui a marqué les économies, les modes de vie et les paysages européens, elle estime que ceux-ci peuvent être fiers de compter encore, quelque 300 ans plus tard, des acteurs industriels de dimension mondiale et de développer chaque année de nouvelles technologies. Oui, l'Europe est une terre industrielle.

Elle reconnaît que les évolutions des dernières décennies ont profondément modifié le rapport à la production, bouleversé la répartition géographique des chaînes de valeur et souvent entraîné un recul de l'activité industrielle, mais elle estime que l'industrie



demeure au fondement des économies européennes : elle rend possibles la production agricole, l'approvisionnement en énergie et le fonctionnement de l'économie numérique. Aussi Mme Sophie Primas se félicite-t-elle que l'industrie soit à nouveau considérée comme un sujet d'intérêt commun pour les économies européennes et que se développent les coopérations entre États membres autour de filières d'avenir et de produits stratégiques.

Du fait des conséquences de la crise sanitaire sur les échanges mondiaux et l'organisation des chaînes de valeur et de l'accroissement des tensions géopolitiques, l'oratrice considère qu'une politique industrielle fondée sur l'ambition, la coopération, l'innovation et la résilience apparaît plus impérieuse que jamais.

Saluant l'engagement de l'Union européenne en faveur de la paix et les sanctions inédites prises contre l'économie russe, elle souligne la nécessité de limiter la dépendance européenne à l'aluminium, au palladium, au titane et au cuivre russes pour les secteurs automobiles, aéronautiques, des énergies renouvelables et électroniques. Elle estime que la place du gaz russe dans l'approvisionnement énergétique européen devra également être réévaluée, l'accès sécurisé à l'énergie constituant le fondement de l'autonomie stratégique industrielle ; dès lors, le conflit ukrainien représente un électrochoc en faveur de l'autonomie stratégique et l'approfondissement de la coopération européenne.

Elle remercie enfin de sa présence M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur, dont le mandat est marqué par un renouveau de la politique industrielle européenne, notamment *via* la reconnaissance d'un objectif d'autonomie stratégique, le lancement d'un travail sur les écosystèmes industriels stratégiques, une cartographie des dépendances stratégiques européennes ou des propositions législatives ambitieuses relatives aux batteries et aux semi-conducteurs.

**M. Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française**, indique que le renforcement de l'autonomie stratégique de l'industrie constitue une priorité de la présidence française de l'Union européenne (PFUE) et de la stratégie industrielle de la Commission européenne mise à jour dès le mois de mai 2021, pour répondre aux crises sanitaires et géopolitiques et aux défis de la numérisation et de la décarbonation. Il rappelle que s'est tenue à Paris, le 13 janvier dernier, une conférence ministérielle sur le thème « Une industrie plus forte pour une Europe plus autonome », précédant un conseil informel des ministres en charge de la compétitivité, avant celui, formel, du 24 février.

Il considère que l'autonomie stratégique dans les filières industrielles d'avenir implique de réfléchir à leur identification, à la définition d'une stratégie les concernant et aux moyens déployés pour en assurer la réussite.

S'agissant de la définition des filières industrielles d'avenir, la Commission européenne a identifié une forte dépendance à l'égard de fournisseurs étrangers pour 137 produits utilisés par les quatorze secteurs industriels les plus sensibles, notamment ceux de la santé et des industries à forte intensité énergétique ; ceux pour lesquels il n'existe que peu d'opportunités de diversification ou de substitution doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Pour ce qui concerne la stratégie à mettre en œuvre dans chaque filière industrielle d'avenir, M. Roland Lescure estime que, si la relocalisation de tout ou partie de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des capacités de production peuvent être envisagées, elles ne sont pas toujours possibles ni opportunes.

Par ailleurs, les moyens alloués doivent être à la hauteur des ambitions. Ainsi, les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) permettent de réunir financements publics et privés autour de projets stratégiques – deux d'entre eux sont en cours dans les secteurs de la microélectronique et des batteries et la PFUE devrait accélérer le développement de quatre PIIEC supplémentaires dans les secteurs de l'hydrogène, de la santé, de l'électronique et du *cloud*.

Il estime enfin que la solidarité européenne sera déterminante pour installer une stratégie industrielle solide et durable : si l'Union européenne dispose de nombreux atouts pour soutenir un commerce intrazone fort, il lui faut également maintenir sa compétitivité vis-à-vis des pays tiers - sans tomber dans le protectionnisme - par des règlements visant à davantage de réciprocité dans les marchés publics et en luttant contre les subventions étrangères qui causeraient des distorsions sur le marché intérieur. (*Applaudissements.*)

**M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur**, salue les parlementaires présents et remercie le Sénat français, son président et Mme Sophie Primas de l'organisation d'un débat essentiel pour le continent européen. Il souligne le contexte très sombre dans lequel cette conférence interparlementaire consacrée à la résilience industrielle a lieu, celui de l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Vladimir Poutine, entraînant une guerre sauvage et cruelle aux portes de l'Union européenne : ce sera pour elle un moment de vérité et l'occasion de défendre encore plus les valeurs de démocratie et de solidarité qui la fondent. De fait, avec le plus grand train de sanctions jamais adopté, l'aide financière et militaire accordée de manière unanime à l'Ukraine et l'activation d'un mécanisme de protection temporaire pour les réfugiés, l'Union européenne assume ses responsabilités et agit avec force pour ramener la stabilité et la paix.

Face au bouleversement de l'ordre mondial – pandémie, flambée des prix de l'énergie, pénuries et perturbations des chaînes d'approvisionnement –, qui crée une nouvelle géopolitique des chaînes de valeurs, l'Union européenne doit réévaluer son positionnement en tant que puissance politique et économique. Le cap fixé par les dirigeants européens réunis à Versailles la semaine dernière – une souveraineté européenne assumée et la réduction nécessaire des dépendances – suppose de renforcer les capacités de défense, de réduire les dépendances énergétiques et de bâtir un modèle de croissance et d'investissement mutualisé et plus solide ; l'unité européenne fonde sa puissance pour établir des rapports de force favorables, maîtriser les chaînes de valeur et assurer la sécurité des approvisionnements.

Si d'aucuns pensaient les chaînes d'approvisionnement inébranlables, conséquence d'une mondialisation heureuse, sinon béate, au profit du consommateur roi, cette idée, simpliste, a volé en éclat : il n'est qu'à voir la diplomatie des masques imposée par la Chine au début de la pandémie, puis l'*America first* de Donald Trump pour les vaccins, signal, pour les Européens, de la nécessité de préserver un rapport de force favorable à ses 445 millions de citoyens.

L'orateur considère que la révolution industrielle verte et numérique repose sur deux conditions indissociables : d'une part, la maîtrise des technologies de rupture dans des domaines stratégiques comme les batteries, l'hydrogène, les semi-conducteurs, les données ou la cybersécurité ; d'autre part, la réduction des dépendances stratégiques. Il ne s'agit nullement de vivre en autarcie : il convient plutôt de construire une politique industrielle plus affirmée, capable d'exporter, dont l'accès repose sur des règles et des conditions, notamment celles qui ont été fixées par *Digital Services Act* (DSA) et par le *Digital Markets Act* (DMA).

Rappelant que le fantasme des entreprises sans usine avait fait perdre d'importantes capacités industrielles et manufacturières, davantage encore aux États-Unis

qu'en Europe comme l'a montré notre capacité à augmenter la production de vaccins, M. Thierry Breton estime que les chaînes d'approvisionnement doivent être plus résilientes et les capacités de production, accrues, notamment en lien avec la recherche et les nouvelles technologies numériques et de *software*. Il reconnaît qu'une telle politique suppose des investissements considérables dans la recherche et l'innovation, à hauteur de 650 milliards d'euros supplémentaires par an jusqu'en 2030, notamment pour favoriser la décarbonation : outre les plans de relance, financés au travers du programme *Next Generation EU*, il convient donc d'attirer les investisseurs privés sur le continent.

Pour faire face à la situation nouvelle des marchés de l'énergie et à la demande du Conseil européen réuni à Versailles, la Commission européenne présentera d'ici à la fin mai un plan *REPowerEU* pour limiter la dépendance à l'égard des importations de gaz, pétrole et charbon russes : il s'agit de faire passer de 9 % à 3 % la part du gaz russe dans le mix énergétique européen d'ici à la fin de l'année 2022, notamment en assurant des réserves pleines à hauteur de 90 % au mois d'octobre prochain et en aidant les États membres les plus dépendants.

M. Thierry Breton rappelle que les alliances industrielles nouées ces deux dernières années ont d'ores et déjà permis de mutualiser les efforts autour de projets structurants pour les filières d'avenir : dans le domaine des batteries, par exemple, avec soixante-dix projets majeurs – notamment vingt giga-usines – et un effort d'investissement au moins trois fois supérieur à celui de la Chine, mais également dans le secteur de l'hydrogène, avec sept cent cinquante projets à déployer d'ici à 2030.

Il ajoute que l'Union européenne continue à promouvoir des partenariats stratégiques afin de diversifier ses approvisionnements, en particulier avec le Canada, la Norvège, l'Afrique et l'Amérique latine, même si la diversification n'est pas toujours la

panacée : le partenariat avec l'Ukraine sur les matières premières a ainsi été tragiquement mis en veille...

Il considère qu'il demeure nécessaire d'accroître également la production locale – une cartographie des minerais stratégiques a été réalisée à cet effet à la demande de la Commission européenne – en attirant des partenaires étrangers et en assurant des conditions d'extraction respectueuses de l'environnement et des collectivités territoriales.

Des alliances et des projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) seront lancés en vue d'aider l'Union européenne à accroître ses capacités de production locale. Les savoir-faire générés par ce biais pourraient en outre bénéficier à des pays fournisseurs, qui peuvent être extra-européens.

Par ailleurs, pour réduire sa dépendance à l'égard de l'Asie, notamment de Taïwan, en matière de production de semi-conducteurs, l'objectif de l'Union européenne est de produire 20 % de ses microprocesseurs sur le territoire européen d'ici à la fin de la décennie – au lieu des 9 % actuels. Un plan a été déployé en ce but, assorti d'une proposition législative et d'un financement significatif de 43 milliards d'euros, qui générera des centaines de milliards d'euros d'investissements privés complémentaires. Les premières annonces relatives à ce plan devraient paraître cette semaine, s'agissant de l'importance de la production de semi-conducteurs, de la recherche sur ce sujet – dans laquelle l'Europe se montre très performante – et de la production de *packaging*, c'est-à-dire de *softwares* spécifiques associés aux semi-conducteurs en fonction des usages : santé, automobile connectée, télécommunications ou internet des objets. L'enjeu est de mieux maîtriser l'avenir européen dans ce domaine critique.

Dans le cadre de cette initiative, intitulée *Chips Act*, 30 milliards d'euros ont été déployés par le biais de PIIEC pour accompagner les investissements nécessaires dans les usines. La priorité sera donnée à la production de semi-conducteurs d'avenir, gravés de plus en plus finement – au-dessous de 5 nanomètres, voire à 2 nanomètres.

Comme les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne réunis à Versailles les 10 et 11 mars derniers l'ont rappelé, l'Union européenne doit investir davantage et mieux dans ses capacités de défense et dans ses technologies innovantes, et de façon de plus en plus mutualisée pour renforcer la sécurité collective de ses États membres et de ses voisins européens amis. Ce renforcement est, en outre, indispensable pour que l'Union européenne soit un bon partenaire transatlantique, et un allié efficace au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). À la demande du Conseil européen, la Commission européenne travaillera donc sur l'accroissement des capacités européennes de sécurité et de défense.

Plusieurs États membres ont annoncé le passage de leurs dépenses relatives à la défense à 2 % de leur PIB, répondant ainsi à la demande de l'Union européenne. Si tous les États membres agissent en ce sens, l'investissement européen dans ce domaine s'accroîtra d'environ 65 milliards d'euros chaque année.

La Commission européenne a par ailleurs proposé de mettre en place un système de connectivité spatiale sécurisé. En effet, comme les cyberattaques ayant récemment visé des satellites au-dessus de l'Ukraine l'ont montré, les communications sécurisées font partie de la souveraineté. Aux côtés des constellations stratégiques que sont Galileo et Copernicus, une troisième constellation européenne souveraine est donc requise, consacrée à la connectivité par satellites. Cette création vise trois objectifs : renforcer la capacité européenne à mettre en œuvre des communications cryptées, notamment intergouvernementales, au moyen de

technologies quantiques ; développer des outils satellites susceptibles de prendre le relais en cas de défaillance des réseaux terrestres, ou de cyberattaque ; offrir, au moyen d'une constellation nord-sud couvrant quatre à cinq fuseaux horaires, de la connectivité au continent africain, dont il est important qu'il puisse bénéficier de l'espace informationnel européen. Ce dernier point a d'ailleurs été présenté au cours du dernier sommet Union européenne-Union africaine. Une attention sera par ailleurs portée à l'accélération de la mise en œuvre des plans des grandes entreprises du secteur spatial en faveur de l'accès autonome à l'espace.

La sécurité européenne et l'autonomie stratégique de l'Europe passent par une base industrielle et technologique compétitive et innovante, insérée dans un réseau de chaînes de valeur maîtrisé. (*Applaudissements.*)

**M. Mark Demesmaeker, représentant du Sénat de Belgique,** exprime tout d'abord son soutien et sa solidarité à l'égard du peuple ukrainien et témoigne de son admiration pour le parlement ukrainien et le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Les discussions qui ont lieu ce jour sont historiques. La guerre en Ukraine a marqué la fin de la paix que tous pensaient établie à la chute du mur de Berlin en 1989 : l'idée selon laquelle le monde pouvait se concentrer sur la mondialisation, la production de biens et de services, le développement des individus et des communications transfrontalières est ébranlée.

La pénurie d'équipements essentiels dont a souffert l'Europe du fait de la pandémie pourrait se reproduire à l'occasion de pandémies ou de conflits futurs, susceptibles de couper certaines chaînes d'approvisionnement. Il est donc important de relever ce défi. L'Europe ne doit pas pour autant se couper du monde extérieur ni ses États membres se refermer sur leurs frontières nationales. L'Europe doit œuvrer pour une autonomie stratégique ouverte. Il lui faut se concentrer sur la production d'équipements vitaux dans les domaines de la santé, de la défense et des matières premières et reprendre dans ce domaine sa place de



leader. La nouvelle législation annoncée relative à la production de puces électroniques est à ce titre à saluer. Cependant, il convient de préserver également les avantages de l'économie ouverte. Une autonomie stratégique ouverte, tel est l'équilibre qu'il faut atteindre.

**M. Celso Delgado, représentant du Congrès des députés d'Espagne,** souligne l'importance de l'industrie pour la prospérité et le développement de l'Europe. Il faut développer une politique industrielle européenne plus durable, plus écologique et plus résiliente. Les problèmes vécus sur le continent européen en ce moment, que la guerre en Ukraine est venue accentuer, sont dus à la pandémie, source de difficultés d'approvisionnement majeures. Une politique européenne ambitieuse est nécessaire pour y remédier, tournée notamment vers les nouvelles technologies comme le numérique. Lors du *Mobile World Congress (MWC) 2022* qui s'est tenu récemment à Barcelone, les atouts dont bénéficient les États-Unis et les pays asiatiques dans ce domaine sont apparus clairement. L'Union européenne a donc des progrès à faire dans tous les secteurs des nouvelles technologies.

M. Celso Delgado signale que son pays soutient la déclaration de Versailles adoptée le 11 mars. Il faut agir sur la production de semi-conducteurs, et réduire la dépendance européenne au gaz russe à 3 %. L'orateur demande à M. Thierry Breton si une intervention est prévue sur les prix de l'énergie pour faire face aux conséquences de leur forte hausse récente, notamment pour le secteur automobile. (*Applaudissements.*)

**M. Raoul Boucke, représentant de la Chambre des représentants des Pays-Bas,** observe que l'Union européenne est toujours parvenue à se servir des crises qu'elle traversait pour se réinventer et en sortir grandie et plus unie. Il faut remédier au problème que représente sa forte dépendance énergétique à l'égard de la Russie et à l'incapacité qui a été la

sienne de mettre en œuvre une stratégie en ce sens depuis le Conseil européen informel d'Hampton Court de 2005. Le plan *REPowerEU* s'inscrit dans cette optique.

Il faut également réduire la dépendance européenne aux énergies fossiles. Aux Pays-Bas, le nouveau gouvernement de coalition affiche l'objectif ambitieux d'une réduction de 60 % des émissions de carbone du pays d'ici à 2030 et a annoncé la création d'un fonds pour le climat de 35 milliards d'euros. L'industrie est prête à relever le défi de la réduction de ses émissions de carbone. Des accords seront établis, assortis d'investissements dans des infrastructures – notamment pour développer l'éolien *offshore* – afin de faciliter la transition.

Ces deux défis sont non seulement communs aux 27 États membres, mais il faut les relever ensemble, en union. L'Union européenne est un géant économique et ne pourra défendre ses valeurs que si elle est forte et indépendante. (*Applaudissements.*)

**M. Maximos Senetakis, représentant du Parlement de Grèce,** souligne que la pandémie de covid-19 et l'invasion russe de l'Ukraine ont conduit l'Union européenne à un moment historique. Elle doit se régénérer. Les temps ont changé, de nouveaux défis géopolitiques ont vu le jour. L'Union européenne fait face à une concurrence internationale intense. Réduire ses dépendances stratégiques dans les domaines de la santé, des matières premières et des technologies essentielles contribuera à renforcer la résilience des économies européennes.

La Grèce participe aux projets de grande envergure qui ont été déployés à l'aune des objectifs stratégiques de l'Union européenne, notamment à des PIIEC consacrés à la production de batteries et à l'hydrogène, et coopère au Forum industriel de l'Union. Elle a aussi contribué à l'élaboration de l'instrument d'urgence pour le marché unique. La Grèce a inclus un programme d'investissement ambitieux à son programme de résilience et de relance

national pour stimuler les électromobilités. Elle dispose également de réserves de bauxite ainsi que de matières premières cruciales comme le cobalt ou le nickel, et utilise les ressources européennes et nationales pour financer des programmes de recherche afin d'identifier d'autres matières premières stratégiques. La Grèce est prête à contribuer de toutes ses forces à l'autonomie stratégique et industrielle de l'Europe. (*Applaudissements.*)

**M. Franck Montaugé, représentant du Sénat de la République française,** remarque que la pandémie de covid-19 comme l'agression russe en Ukraine invitent les États membres à écrire un nouveau chapitre de l'histoire de l'Union européenne. L'Europe du marché doit être intégrée dans un modèle de puissance au service de la paix, des enjeux climatiques et du progrès social. L'autonomie stratégique est l'un des moyens de cette ambition. Une diversification des systèmes d'approvisionnement en intrants stratégiques vulnérables (ISV) est nécessaire à l'échelle des États et des alliances stratégiques d'approvisionnement doivent être nouées à l'échelle de l'Union européenne. Si la diversification se révèle impossible, l'Union européenne doit subventionner le stockage des ISV.

M. Franck Montaugé demande à M. Thierry Breton quelles actions il compte entreprendre pour sécuriser les capacités européennes dans les filières de demain, et s'il soutient le développement de prises de participation dans des entreprises productrices de matières premières situées hors d'Europe. Il s'enquiert de sa position concernant le forage de mines au sein de l'Union européenne. Il relève également la nécessité de favoriser l'innovation pour produire des ISV de manière compétitive.

L'orateur demande si l'évolution doctrinale récente qui voit s'ajouter au principe jusqu'alors quasi exclusif de la concurrence libre et non faussée la reconnaissance de démarches industrielles verticales intégrées, voire protégées, compte tenu de leurs enjeux pour

l'intérêt général européen est nécessaire pour permettre à l'Union européenne de gagner en autonomie, dans un contexte international où la concurrence est souvent biaisée.

M. Franck Montaugé sollicite enfin l'avis de M. Thierry Breton sur la nécessité de prendre en compte la juste valeur du carbone aux frontières de l'Union européenne et en son sein.

**M. Andrius Vyšniauskas, représentant du Parlement de Lituanie**, observe que la guerre en Ukraine a changé la situation géopolitique et posé de graves problèmes pour les économies européennes. Les prix du gaz ont augmenté, certaines industries sont menacées, non en raison de la sévérité des sanctions imposées à la Russie, mais du fait de la forte dépendance du continent européen à l'égard de biens industriels, de technologies et de denrées alimentaires venus d'autres puissances et d'une certaine naïveté dont l'Union européenne a longtemps fait preuve.

Il faut à présent passer des paroles aux actes. L'objectif de l'Union européenne doit être de parvenir à l'indépendance économique à l'égard de la Russie et de la Chine, et à l'indépendance complète à l'égard de tout régime qui n'est pas conforme à ses valeurs. La Lituanie a développé progressivement son indépendance énergétique vis-à-vis du pétrole puis du gaz russes et sera bientôt indépendante de l'électricité russe. Ces étapes ont été décidées indépendamment des actions de la Russie. Force est de constater qu'il y a quelque chose de fondamentalement mauvais dans cette partie du monde : on le voit à l'œuvre en Ukraine et chez Vladimir Poutine. (*Applaudissements.*)

**Mme Ana Maria Cătăuță, représentante de la Chambre des députés de Roumanie**, souligne que, pour être autonome, l'Union européenne doit commencer par investir dans une boîte à outils lui permettant de réduire sa dépendance stratégique. Elle

précise qu'il faut encourager à la fois le stockage d'énergie, la diversification des sources d'approvisionnement, le développement de chaînes d'approvisionnement plus sûres, l'investissement et la production en Europe.

Elle ajoute que, si la transition verte est indispensable, il faut veiller à ne pas creuser les inégalités économiques et sociales entre les régions et les pays de l'Union.

Elle rappelle que la Roumanie concourt, avec d'autres États membres, au projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) dédié à la microélectronique, secteur essentiel à la transition numérique. Elle signale que de récents investissements permettent de renforcer cette production historique de son pays. (*Applaudissements.*)

**M. Brian Leddin, représentant de l'Assemblée nationale d'Irlande**, exprime à son tour la solidarité de son pays envers le peuple ukrainien comme envers les nations européennes faisant face à l'afflux de migrants, lequel est déjà perceptible en Irlande.

Il relève que, si elle ne dispose pas de la base industrielle que possèdent nombre de pays d'Europe, l'Irlande dispose d'une ressource énergétique extrêmement propre sur sa côte ouest, à savoir l'éolien. Forte de ce potentiel immense, l'Irlande peut contribuer à créer une économie propre de l'hydrogène dans l'Union européenne.

M. Brian Leddin évoque le rôle que l'Irlande joue en Europe depuis l'Empire romain et ajoute que le Brexit renforce encore la volonté de son pays de se tourner vers l'Union européenne.

Il déclare que l'Union européenne doit s'adresser à l'Irlande pour son approvisionnement énergétique et mettre enfin terme à toute dépendance envers des despotes comme M. Poutine. Elle doit relocaliser les industries près de leurs sources d'énergie et résister à la tentation de revenir à de vieilles technologies trop polluantes. Il observe que la

gestion de la demande est un véritable défi énergétique : rien ne sert de construire des infrastructures considérables pour des usages dénués de sens, comme le développement des cryptomonnaies.

Il estime que les émissions de gaz à effet de serre résultent pour l'essentiel de la prolifération des véhicules automobiles et qu'il faut avant tout s'interroger sur l'usage même des énergies.

Il conclut qu'il est indispensable de réduire notre consommation énergétique.  
*(Applaudissements.)*

**M. Žarko Tušek, représentant du Parlement de Croatie**, relève que la crise de la covid-19 souligne l'importance des risques environnementaux, sociaux et sanitaires liés à notre dépendance énergétique.

Il ajoute que la guerre en Ukraine fragilise encore davantage plusieurs de nos chaînes d'approvisionnement. Il précise que nous devons renforcer notre autonomie stratégique en prenant pour base les bonnes pratiques développées par nos entreprises depuis deux ans, tout en construisant de nouvelles chaînes d'approvisionnement pour mener à bien la double transition verte et numérique.

Il assure que la République de Croatie soutient les alliances industrielles, qui sont à même de construire la résilience européenne, d'attirer les investissements privés et de créer de nouveaux partenariats.

Il affirme que son pays est favorable à la constitution de réseaux industriels européens, en particulier pour ce qui concerne l'hydrogène. La Croatie est d'ailleurs associée à l'Italie au titre de la vallée de l'hydrogène Nord-Adriatique. Le constructeur croate Rimac Automobili participe quant à lui à l'un des principaux PIIEC, relatif aux batteries.

Il indique que le ministère croate de l'économie et du développement durable prépare un plan de développement économique fondé sur les énergies propres. Il salue, en conclusion, le rôle joué par la France en la matière. (*Applaudissements.*)

**M. Klaus Ernst, représentant du Bundestag allemand**, tient tout d'abord à remercier le Sénat français d'avoir organisé avec tant de talent cette conférence indispensable, à l'heure où la guerre revient en Europe.

La question énergétique se posait avant même cette crise. La Chine dispose d'un capitalisme dirigé par l'État dont il faut bien admettre l'efficacité technique. En parallèle, les États-Unis mènent une politique de préférence nationale. Ces deux partenaires défendent avant tout leurs propres intérêts. Aussi, comme l'a souligné M. Breton, nous devons lutter pour notre autonomie stratégique.

M. Klaus Ernst constate que l'industrie aéronautique européenne n'existerait pas sans l'intervention de l'État. À son sens, il convient de coordonner le travail des acteurs économiques individuels, faute de quoi nous ne disposerons pas d'une action commune et solidaire à l'échelle du continent. Il estime qu'il y va de notre intérêt même et s'interroge : faut-il revenir, dans une certaine mesure, sur le mouvement de libéralisation, dont la crise de la covid-19 a montré les effets pervers dans le domaine médical ?

Il conclut que, face au réarmement des blocs de l'Ouest et de l'Est, nous ne saurions rester en retrait. Il faut non seulement augmenter les crédits militaires, mais envisager le déploiement de nos forces. (*Applaudissements.*)

**Mme Denitsa Simeonova, représentante de l'Assemblée nationale de Bulgarie**, souligne que, pour assurer les transitions verte et numérique dans ce contexte

d'aggravation des tensions politiques, une rapide adaptation de l'industrie européenne est plus nécessaire que jamais.

Elle observe que nous avons besoin, de toute urgence, d'une action stratégique européenne. D'ailleurs, le gouvernement de coalition bulgare a récemment créé un ministère de l'innovation et de la croissance et consenti d'importants crédits en faveur de l'innovation *via* divers instruments de relance.

Mme Denitsa Simeonova estime que le Parlement européen doit désormais analyser en détail la dépendance énergétique des industries et des services. Pour renforcer son autonomie stratégique et ses industries, l'Union européenne doit recourir plus systématiquement aux PIIEC ; l'oratrice songe au secteur de la microélectronique

Elle avance que, pour assurer la durabilité des approvisionnements européens, il faut accorder une attention particulière aux matières premières, dont l'extraction doit notamment répondre à un certain nombre de critères sociaux.

Enfin, elle déclare que le succès de la transformation économique de l'Union européenne repose sur l'accès à des matières premières primaires et secondaires de nature à garantir des technologies propres, respectant nos écosystèmes. (*Applaudissements.*)

**M. Peter Kremský, représentant du Conseil national de la République slovaque**, remercie à son tour le Sénat français d'avoir organisé cette conférence sur un sujet si important. Il rappelle que l'Union européenne est née après la Seconde Guerre mondiale pour éviter les guerres à venir et construire l'autonomie du continent.

La guerre en Ukraine sonne comme un signal d'alarme pour l'Union européenne. M. Peter Kremský assure que plus rien ne sera jamais comme avant et que cette crise nous impose de devenir plus forts.



Il déplore que le système d'échange de quotas d'émission, ou dispositif ETS, soit devenu un outil de spéculation financière. Cette situation nuit au grand dessein européen et il convient d'y mettre un terme.

Ensuite, l'orateur anticipe que les voitures à moteur thermique seront interdites à moyen terme en Europe. Il ajoute qu'en la matière nous ne saurions devenir dépendants technologiquement de la Chine et de la Russie.

Enfin, il évoque les enjeux de concurrence entre les différentes sources d'énergie et s'interroge : l'augmentation de la part du charbon dans le mix énergétique allemand est-elle réellement satisfaisante ? À son sens, ces questions exigent un véritable débat, car il faut sortir du *greenwashing* et du politiquement correct pour développer véritablement l'autonomie stratégique européenne. (*Applaudissements.*)

**M. Paulo Moniz, représentant de l'Assemblée de la République du Portugal,** rappelle que l'avenir sera numérique, notamment celui de notre industrie. Or l'Union européenne doit voir la réalité en face et garantir son indépendance.

L'orateur relève à cet égard que, dans plusieurs domaines stratégiques, nos industries européennes utilisent des logiciels développés par des entreprises russes.

Il insiste sur la nécessité de réfléchir aux enjeux de la propriété intellectuelle en Europe. À ce titre, il regrette que les investissements de recherche et développement aient reculé dans l'Union européenne depuis de nombreuses années, au profit d'autres pays. De même, notre recherche universitaire bénéficie à d'autres ; nous ne pouvons pas dilapider ainsi cet actif que constitue la propriété intellectuelle, qui plus est au profit de nos concurrents.

M. Paulo Moniz aborde un dernier enjeu : la propriété du *cloud*. Les réseaux de câbles optiques revêtent une valeur stratégique, qu'il s'agisse de la défense ou de la

souveraineté européennes : puisque notre avenir est numérique, le *cloud* doit être localisé physiquement en Europe et ainsi mis à l'abri d'éventuelles attaques. (*Applaudissements.*)

**Mme Martina Nardi, représentante de la Chambre des députés d'Italie,** remercie le Sénat français d'avoir arboré dans son hémicycle les couleurs du drapeau ukrainien ; elle est sûre que tous les pays représentés ici se reconnaissent en elles.

À l'instar de M. Breton, elle observe que nous sommes à un tournant, car, sous les effets conjugués de la pandémie et de la guerre en Ukraine, la mondialisation est en pleine mutation.

À son sens, faute d'une autonomie renforcée, l'Union européenne risque de se dissoudre : nous avons besoin de plus d'Europe, de plus de réunions comme celle-ci pour bâtir la politique européenne. Voilà pourquoi, ajoute-t-elle, nous devons agir rapidement, car l'histoire s'accélère et la guerre en Ukraine bouleverse les stratégies antérieures et notre calendrier.

Elle redoute que, dans quelques jours, la flambée du prix de l'essence n'entraîne, de la part des routiers, des blocages d'autoroutes paralysant l'Europe entière. Elle conclut en insistant sur la nécessité de porter l'attention sur une nouvelle politique qui aide l'industrie dans son ensemble. (*Applaudissements.*)

**M. Albert Vicaire, représentant de la Chambre des représentants de Belgique,** recommande la lecture de l'étude du Parlement européen, parue en 2020, intitulée *Sur le chemin de l'autonomie stratégique*. Il déplore que, avec les crises qui se succèdent, les gouvernements courent d'une urgence à l'autre, chaque crise servant malgré tout de révélateur. L'Europe a ainsi découvert, dans le contexte de la crise sanitaire, qu'elle n'était pas indépendante en matière de masques et de paracétamol. Aujourd'hui, elle se rend compte,

avec la guerre en Ukraine, de sa dépendance énergétique. L'orateur appelle les responsables politiques à passer de l'urgence à la planification.

Il considère que l'autonomie dans les filières industrielles ne peut s'envisager que d'un point de vue européen et invite l'Europe à cesser d'être naïve concernant ses partenaires commerciaux. Il invite chacun à lire *La Guerre des métaux rares* de Guillaume Pitron et appelle au développement du recyclage des éoliennes ou des téléphones, par exemple, pour développer l'autonomie européenne. L'objectif est, selon lui, de diminuer le prix des matières premières sur le marché intérieur et de protéger ce dernier *via* des barrières à l'entrée, comme cela sera fait concernant le CO<sub>2</sub>, sans cesser pour autant d'être compétitif. Enfin, M. Albert Vicaire insiste sur la nécessité de développer la recherche et le développement. *(Applaudissements.)*

**M. Alexandros Charitsis, représentant du Parlement de Grèce**, constatant que l'Europe est au cœur de trois crises qui s'entremêlent – covid-19, invasion de l'Ukraine et crise économique avec l'inflation des prix de l'énergie –, fait valoir que la guerre bouleverse notre vision sur tous les sujets : l'État providence, la croissance inclusive. Toutes les chaînes de valeur mondiales étant perturbées, il faut réfléchir, planifier, agir davantage à l'échelon continental et renforcer les petites et moyennes chaînes de valeur.

M. Alexandros Charitsis appelle à changer de doctrine et à articuler l'action de l'Union autour de quatre priorités : réforme des règles budgétaires du pacte de stabilité pour permettre plus d'investissement ; création d'un schéma permanent des facilités de relance et de résilience ; augmentation du budget consacré aux politiques de cohésion ; souplesse accrue offerte aux aides d'État.

Rappelant son expérience de ministre de l'économie, il forme le vœu que la solidarité et l'autonomie défendues par tous prennent un tour plus concret, condition indispensable pour que l'Europe reste un acteur international de premier plan et que les Européens y adhèrent. Il refuse tout retour à une politique d'austérité qui a tant nui aux pays d'Europe, en particulier à la Grèce. (*Applaudissements.*)

**M. Pablo Pérez Coronado, représentant du Sénat d'Espagne,** rappelle la nécessité, au milieu des crises, d'un renforcement des chaînes de valeur européennes au service d'une autonomie stratégique, sans pour autant verser dans le protectionnisme, prohibé par les règles européennes. Il précise que cette autonomie doit découler d'une plus grande force et d'une plus grande cohésion entre les pays de l'Union. L'autonomie industrielle doit être atteinte en priorité en coopérant avec des tiers, l'action solitaire devant rester la dernière des solutions. À cette fin, nous devons parvenir à une meilleure diversification et structuration de nos chaînes de valeur.

Aux yeux de l'orateur, le premier pas semble devoir être la redéfinition de la manière la plus détaillée possible des secteurs essentiels, ceux qui garantiront le bon fonctionnement de nos sociétés, qu'il s'agisse de secteurs disruptifs ou traditionnels. Il appelle à un projet commun qui ne fait ni perdant ni gagnant, par exemple *via* un cadre budgétaire favorable et des incitations à l'investissement. Il souligne que l'autonomie énergétique passe par le développement de l'énergie nucléaire et de l'hydrogène. Il indique que la politique industrielle est l'instrument le plus approprié pour définir les priorités d'investissement à l'échelle européenne. (*Applaudissements.*)

**M. Michael Grosse-Brömer, représentant du Bundestag allemand,** souligne que la crise brutale imposée par Poutine a fait apparaître les faiblesses de l'Europe. Il indique qu'il est d'accord avec les propos qu'a tenus son collègue de gauche du *Bundestag*. Il ajoute

qu'il faut être plus ferme avec le président russe et que l'Europe a besoin d'une capacité de défense, non pour remplacer, mais pour compléter l'OTAN.

Citant la fameuse phrase « *It's the economy, stupid !* », il rappelle que l'économie est le fondement de la paix et de la liberté en Europe, et que, dans le passé, c'est le marché intérieur qui a consolidé la paix. Il remercie le commissaire Thierry Breton d'avoir évoqué les différents succès de l'Europe et d'avoir repoussé toute tentation isolationniste : la solution est de renforcer l'action de l'Union et des États, tout en surmontant les obstacles bureaucratiques, pour que l'Europe soit un acteur important dans la concurrence internationale. À cet égard, il souhaite une pleine réussite du projet *REPowerEU*. Il se réjouit enfin d'être assis à la place qu'occupait jadis Victor Hugo. (*Applaudissements.*)

**M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur,** remercie les orateurs pour leurs interventions très riches.

Selon lui, M. Mark Demesmaeker a raison de dire qu'il faut être ouvert, mais sans toutefois être naïfs : ouvert, mais aux conditions des Européens, à l'instar des Américains, qui sont, eux aussi, ouvert, mais à leurs conditions. M. Thierry Breton rappelle la situation pendant la pandémie : les entreprises européennes installées aux États-Unis ne pouvaient pas nous livrer certains composants des vaccins, à cause de l'interdiction d'export tant que les clients américains n'avaient pas été livrés. Il avait demandé au collègue des commissaires de décréter la réciprocité, ce qui a permis de rouvrir le dialogue.

Il signale à M. Celso Delgado que la Commission a mis en place une boîte à outils présentant aux États membres les aides d'État qu'ils peuvent mobiliser en faveur des citoyens les plus touchés, mais aussi des secteurs économiques, y compris dans le secteur de l'énergie. Il appelle les parlementaires présents à agir pour que leurs gouvernements s'en saisissent.

Il donne raison à M. Raoul Boucke sur la stratégie énergétique. Il est tout à fait d'accord sur le fait que des infrastructures communes sont nécessaires. Il rappelle que le mix énergétique relève de la souveraineté des États et doit continuer à en relever, mais cela n'empêche pas une plus forte coordination des infrastructures ou une plus grande mutualisation des achats, comme cela a été fait sur la santé, autre compétence nationale. Il souhaite plus d'achats en commun, plus de réserves en commun. Il précise que le Conseil européen qui s'est tenu à Versailles il y a quelques jours a demandé à la Commission de lui présenter des propositions en ce sens d'ici une quinzaine de jours.

M. Thierry Breton confirme à M. Maximos Senetakis qu'il est bien conscient de ce que fait la Grèce concernant les batteries et l'hydrogène, ainsi que la constellation de satellites ; la Commission est prête à intervenir, y compris par un PIIEC.

Il indique à M. Franck Montaugé qu'il se retrouve, comme beaucoup, dans son triptyque « paix, climat, social ». Il précise que la politique industrielle a pour objet l'autonomie stratégique et la sécurisation des chaînes de valeur, grandes ou petites. Par ailleurs, l'harmonisation des conditions sociales a été proposée par la Commission voilà quelques jours. L'orateur concède que c'est une évolution doctrinale par rapport à une époque où l'on plaçait le consommateur au centre de tout : aujourd'hui, la Commission veut aussi se soucier des entreprises et des industries, car c'est d'elles que dépendent les emplois, l'innovation, le bien-être social. S'agissant du climat, il rappelle le futur mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.

Il informe M. Andrius Vyšniauskas qu'il s'est entretenu avec le gouvernement de son pays. Il partage son idée de commercer avec des partenaires qui partagent les mêmes valeurs, mais souhaite que l'on commence par bien travailler avec le marché intérieur. Chacun a compris, indique-t-il, qu'il y aurait un avant et un après dans la relation avec la Russie et

que la Chine est un rival systémique. Il concède que les Américains, eux, demeurent nos partenaires, mais appelle à balayer toute naïveté : c'est parce que l'Europe est forte que le partenariat sera franc. Il rappelle que l'on n'est respecté que parce que l'on est fort.

M. Thierry Breton confirme à Mme Ana Maria Cătăuță que la circularité est un élément essentiel, notamment pour les ressources rares et chères, qu'il est important de pouvoir réutiliser afin de mieux maîtriser nos dépendances et de mieux contrôler les dommages pour l'environnement. Cela fait partie du plan de la Commission. Celle-ci a ainsi lancé un passeport batteries, pour commencer. L'orateur la rejoint dans son appel à la vigilance concernant les écarts ; c'est ce qui a justifié une approche par écosystèmes – l'automobile, les télécommunications, la santé, le tourisme – à l'échelle de toute l'Europe. Il indique que ces écosystèmes doivent être harmonisés sans discrimination de localisation. Il informe s'être entretenu avec le gouvernement roumain concernant le PIIEC dédié à la microélectronique, que ce pays a rejoint.

Il répond à M. Brian Leddin que l'Irlande est parfaitement intégrée dans l'Union. Il a visité une usine Intel près de Dublin, qui constitue l'investissement industriel le plus important en Europe : cela prouve que l'Irlande sait non seulement attirer des capitaux, mais aussi de l'industrie. Il rappelle que les semi-conducteurs et l'électronique de puissance doivent permettre de réaliser des économies d'énergie, mais qu'il faudra néanmoins apprendre à moins et mieux consommer, en particulier le gaz, pour réduire la dépendance de l'Europe à l'égard de la Russie. Il ajoute que le plan *NextGenerationEU* prévoit des mesures de maîtrise et de diminution de la consommation d'énergie détaillées pour l'ensemble des pays de l'Union.

Il a apprécié les propos de M. Žarko Tušek sur les alliances industrielles, notamment dans les secteurs de l'hydrogène et de l'automobile. Les PIIEC seront de plus en plus utilisés pour mieux contrôler les aides d'État tout en respectant la concurrence.

Il répond à M. Klaus Ernst que l'Europe est malgré tout plus proche des États-Unis que de la Chine, même s'il faut rester confiant dans ses forces. Il concède que la Chine est un très grand partenaire commercial, mais, selon les mots mêmes de la précédente Commission, c'est un « rival systémique ».

Il rappelle que les PIIEC ont été constitués pour accueillir les aides d'État et les investissements privés dans des secteurs comme les semi-conducteurs et la santé, mais que, s'agissant de l'armement, il existe un fonds spécifique, le Fonds européen de la défense. Il espère que les choses iront dans le bon sens, mais cela suppose que tout le monde achète européen, et non à d'autres pays... Il rappelle que son rôle est de permettre la création d'industries et d'emplois dans tous les États membres, de façon mutualisée.

M. Thierry Breton rappelle à Mme Denitsa Simeonova que, lors d'une récente rencontre avec Kiril Petkov, nouveau Premier ministre de Bulgarie, la nécessité de réaliser des réformes rapides a été abordée ; l'analyse de la dépendance de l'économie européenne dans le secteur des services, mais aussi des technologies est importante. Il ajoute que la durabilité sociale doit faire partie des critères retenus pour les PIIEC.

En réponse à M. Peter Kremský, l'orateur indique que la Commission doit rester très vigilante pour éviter les spéculations sur les ETS. Les autorités financières ont été saisies pour identifier d'éventuelles manipulations.

L'Union européenne est très en avance sur ses concurrents en matière de production de moteurs thermiques et de propulsion hybride. M. Thierry Breton rappelle que



l'objectif de ne vendre en Europe que des voitures électriques d'ici à 2035 ne signifie pas pour autant que les constructeurs automobiles doivent arrêter de construire des moteurs hybrides ou thermiques : la population européenne ne représente qu'une petite part de la population mondiale. Ces moteurs devront être produits pour d'autres marchés, sur d'autres continents, comme l'Afrique. Les constructeurs devront continuer à innover, car des normes plus strictes devront permettre la réduction des dommages de ces moteurs sur la planète.

Au sujet de la diversification des sources d'énergie, l'objectif zéro carbone en 2050 ne pourra pas être atteint sans le nucléaire, car cette énergie représente 26 % de la production électrique en Europe. La consommation d'électricité est appelée à doubler dans les trente prochaines années. Selon M. Thierry Breton, il est donc impératif de développer un nucléaire plus propre, et le gaz et le nucléaire continuent à faire partie de la taxonomie.

À M. Paulo Moniz, qui rappelait que l'avenir passe par le numérique et que l'Europe doit être indépendante dans ce domaine, il indique que la Commission européenne propose une alliance pour un *cloud* souverain, afin que les données soient traitées en Europe et qu'aucune législation autre que la réglementation européenne ne puisse leur être appliquée. Certaines données ont une importance stratégique, notamment dans les domaines de la santé ou de l'industrie. Il est également important de surveiller les infrastructures, en particulier les câbles sous-marins. Une nouvelle redevance spéciale doit permettre de multiplier les capacités de contrôle.

À Mme Martina Nardi, qui demande que l'on soit attentif à la hausse des prix de l'essence, M. Thierry Breton rappelle que les Français connaissent bien l'importance de ce sujet. Une boîte à outils est mise en œuvre. À sa question sur l'utilité de prévoir un nouveau plan *NextGenerationEU*, l'orateur répond que le premier plan est loin d'être consommé. Il

ajoute toutefois que, comme M. le Président Macron l'a déclaré, compte tenu de la situation actuelle, il n'y a plus de tabou sur ce sujet, mais que les choses se feront en leur temps.

À M. Albert Vicaire, qui a affirmé que l'Union européenne n'était pas indépendante en matière de masques, de paracétamol ou de vaccins, M. Thierry Breton précise que l'Union européenne a réussi à se rendre indépendante en quelques semaines, au prix d'un important travail des entreprises, au point de devenir la première pharmacie du monde, fournissant des vaccins à 150 pays. Il indique partager l'avis de M. Vicaire sur deux des quatre points que celui-ci a soulevés : la réforme du pacte de stabilité et une plus grande souplesse concernant les réformes d'aide étatique.

L'orateur s'accorde avec M. Pablo Pérez Coronado, qui rappelait que l'autonomie stratégique ne devait pas s'apparenter à du protectionnisme. Il faut inventer des manières de maîtriser les dépendances dans un monde ouvert, aux conditions européennes. L'Europe doit avoir des alliances dans les rapports de force internationaux. L'autonomie stratégique passe tant par l'hydrogène que par un nucléaire plus propre.

M. Thierry Breton partage l'avis de Michael Grosse-Brömer, selon lequel la crise révèle les faiblesses européennes. Il rappelle pourtant que l'on ne peut pas réécrire l'histoire. Certains ont abandonné le nucléaire ; d'autres sont trop dépendants du gaz russe. Les Européens doivent arriver ensemble à des solutions, malgré leurs différences : il faut s'entraider et travailler ensemble. L'Europe est une construction fragile. Plus elle sera unie et forte, plus elle sera un bon partenaire de l'OTAN et plus l'OTAN sera un bon partenaire pour elle.

M. Thierry Breton remercie l'ensemble des participants pour la richesse des échanges. (*Applaudissements.*)

*La réunion est suspendue à 11 h 40. Elle est reprise à 12 heures.*

**Deuxième session - L'autonomie stratégique dans les secteurs énergétique et minier :**

**l'exemple des métaux rares**

**- Présidence de M. Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française -**

**M. Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française**, ouvre la deuxième session en rappelant que, dans le contexte géopolitique actuel, l'autonomie énergétique de l'Union européenne n'est plus seulement un enjeu d'avenir, mais qu'elle s'impose comme un objectif vital. Il devient urgent de sécuriser les approvisionnements en énergies fossiles et de réduire la dépendance au gaz russe – le sommet européen organisé par le Président Macron la semaine précédente a permis un débat sur ce sujet stratégique. La réponse la plus efficace et durable passe, pour l'Europe, tant par la diversification des sources d'énergie que par la diminution de la consommation d'énergies fossiles.

M. Roland Lescure rappelle que, le 21 mars prochain, lors de la prochaine conférence interparlementaire, les représentants discuteront de l'ambition européenne en matière de transition énergétique. La décarbonation des industries et des transports et la production d'énergies renouvelables nécessitent de faire appel à des technologies s'appuyant sur des métaux rares. Pour fabriquer des panneaux solaires, développer des infrastructures de recharge et de stockage ou produire de l'hydrogène par électrolyse, il est, pour l'instant, impossible de se passer de cuivre, d'aluminium, de lithium, de cobalt, de nickel ou de terres rares.

L'orateur présente M. Guillaume Pitron, journaliste et auteur de *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*, qui alerte l'opinion sur les problèmes posés par ce recours croissant aux métaux rares. Alors que la demande mondiale connaît une augmentation exponentielle, l'Union européenne a essentiellement recours à des approvisionnements chinois et russes, qui sont soumis aux aléas géopolitiques ; par ailleurs, les conditions d'extraction de ces métaux ne répondent pas toujours aux normes environnementales, sanitaires et sociales européennes.

La présidence française du Conseil de l'Union européenne est l'occasion de poser la question stratégique de la dépendance de l'Union aux métaux rares. M. Roland Lescure signale que cette question est cruciale pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, pour faire aboutir les stratégies sur les batteries, l'hydrogène ou l'intégration du système énergétique communautaire, tout en veillant à ne pas accroître la dépendance de l'Europe à l'égard de pays tiers pouvant faire jouer la concurrence internationale ou utiliser ces minerais comme armes de guerre économique. Cette question est également fondamentale pour que les Européens ne provoquent pas, durant la transition énergétique, de nouveaux dégâts irréversibles pour la planète.

Un travail collectif doit être mené pour évaluer les futurs besoins de l'Europe et les réponses possibles, de manière à lui permettre éventuellement d'atteindre l'autonomie en la matière.

M. Roland Lescure indique ainsi que la France a pour objectif d'améliorer le recyclage des matériaux stratégiques et de renforcer l'exploitation de son potentiel minier. Ces pistes doivent être étudiées à l'échelle de l'Union : quels sont les gisements potentiels dont dispose l'Europe ? Comment les gérer avec intelligence, dans le respect des plus hauts

standards environnementaux, sociaux et sanitaires ? Comment développer une économie circulaire et optimiser la consommation européenne de métaux rares ?

**Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française,** rappelle que la guerre conduite par la Russie en Ukraine a fait bondir les cours du gaz et du pétrole, posant ainsi le problème de l'approvisionnement énergétique de l'Europe.

Si elle se félicite des objectifs fixés par les chefs d'État et de gouvernement afin de réduire la dépendance européenne à l'égard des combustibles fossiles russes, elle remarque que l'on sait moins que cette guerre a également fait bondir les cours de trois métaux indispensables, en particulier pour la fabrication de batteries électriques : l'aluminium, le palladium et le titane, dont une part importante des approvisionnements européens vient de Russie. L'Europe entend accélérer en direction de la transition énergétique, mais cette dernière induit de nouvelles vulnérabilités sur le plan de l'approvisionnement en métaux critiques.

Mme Sophie Primas estime que le paquet « Ajustement à l'objectif 55 » fixe aux États membres des objectifs très ambitieux de décarbonation. Incontournables pour préserver le climat, réduire les émissions de gaz à effet de serre dès 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050, ces objectifs représentent également l'une des solutions pour mettre fin à la dépendance à l'égard des importations russes d'hydrocarbures. Transition écologique et indépendance stratégique vont de pair : toutes deux conduisent l'Europe à accroître son effort en faveur des énergies renouvelables.

L'Union européenne, avec le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », prévoit une révolution copernicienne dans le domaine de l'énergie, tant sur le plan de la production, avec

les énergies renouvelables, que sur celui des usages, avec l'électrification des bâtiments, des industries et des transports, ou encore du stockage, avec l'hydrogène.

Mme Sophie Primas signale cependant que, si la transition énergétique est nécessaire, la dépendance minière est souvent absente du débat public, alors que la construction de panneaux solaires, de pales d'éoliennes, de batteries électriques ou d'électrolyseurs d'hydrogène nécessite des métaux rares, émissifs, importés et coûteux. Un smartphone contient 15 grammes de terres rares, une batterie électrique en comporte 5 kilogrammes, et une éolienne en mer, 600 kilogrammes.

En France, Réseau de transport d'électricité (RTE) évalue ainsi les besoins annuels de minerais pour le fonctionnement du système électrique : 17 kilotonnes de terres rares, 70 kilotonnes de cuivre, 150 kilotonnes d'aluminium, 1 700 kilotonnes d'acier – l'énergie nucléaire ne requiert, pour sa part, que 5 kilotonnes d'uranium par an.

Mme Sophie Primas identifie cinq défis que l'Union européenne doit relever. Le premier est la hausse des prix, car le recours aux métaux rares comporte un risque inflationniste. En un an, le cours du cuivre a augmenté de 20 %, celui de l'aluminium de 70 %, alors que celui du lithium était multiplié par trois. La transition énergétique pourrait transformer cette hausse conjoncturelle en hausse structurelle.

Le deuxième défi est celui des risques de pénuries provoquées par la hausse de la demande et la concurrence pour l'accès aux ressources, qui peuvent avoir d'importantes implications géopolitiques. En effet, d'ici à 2042, les besoins en cuivre pourraient être multipliés par deux, ceux en nickel par trois et ceux en lithium par quarante-deux. Les risques de pénuries existent également pour certains métaux rares comme le cuivre, l'aluminium ou le nickel et pour certaines terres rares, à l'instar du néodyme.

Le troisième défi est celui de la dépendance à l'égard des pays producteurs, dans la mesure où la production mondiale de métaux rares est concentrée dans des pays ne respectant pas nécessairement les mêmes standards économiques, sociaux ou environnementaux que l'Europe. Ainsi, 50 % de la production mondiale de cuivre provient du Chili et du Pérou. La Chine produit 40 % de l'aluminium mondial et 60 % des terres rares, alors que 50 % du cobalt produit dans le monde provient de République démocratique du Congo. La Russie fournit l'Europe en métaux stratégiques, notamment en aluminium, en nickel, en palladium ou en titane.

Le quatrième défi est celui des externalités négatives, car la production de métaux rares est source d'émissions de gaz à effet de serre, de pollutions de l'environnement et de nuisances pour les populations. À titre d'exemple, la production d'aluminium dans le monde représente 1 % des émissions des gaz à effet de serre.

Le dernier défi est majeur : c'est celui de l'économie circulaire. Il est nécessaire, au lieu d'importer des métaux rares, de favoriser leur production en Europe, d'innover pour réduire leur consommation, ou encore de développer le recyclage des déchets – actuellement, seulement 10 % des batteries électriques sont recyclées.

Alors que cette situation est susceptible d'entraîner des bouleversements géopolitiques majeurs, Mme Sophie Primas estime que l'Europe demeure paradoxalement très en retrait. Si les objectifs européens liés à transition énergétique sont les plus ambitieux au monde, la politique minière européenne est très peu développée et très peu débattue dans les parlements nationaux. Il est crucial de provoquer une prise de conscience et un changement de politique. L'oratrice rappelle ainsi que, dans la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, adoptée en France en 2021, la

commission des affaires économiques du Sénat a fait adopter un objectif de « souveraineté minière ».

Afin de réaliser concrètement et totalement le changement, d'identifier et de prévenir la dépendance minière dans laquelle la transition énergétique pourrait plonger l'Europe, Mme Sophie Primas envisage quelques évolutions possibles.

Tout d'abord, elle pense que les stratégies européennes et nationales pourraient être complétées en faveur de la sécurisation de l'approvisionnement en métaux stratégiques, afin d'identifier les métaux critiques, leurs pays producteurs, leur coût économique et leur impact carbone.

Ensuite, elle est d'avis qu'il convient de soutenir les projets miniers et de relocaliser les chaînes de valeur en matière minière, de l'extraction et de la transformation des métaux à la collecte et au recyclage de déchets. Pour ce faire, les aides budgétaires ou fiscales en direction de ces projets pourraient être dynamisées. Une boîte à outils pourrait être mise en place à l'échelle de l'Union en faveur des États membres.

Enfin, Mme Sophie Primas estime qu'il est nécessaire d'inscrire l'activité minière dans les enjeux du siècle, de suivre un impératif de développement durable et une logique d'économie circulaire ou d'écosystèmes territoriaux – les normes et les labels européens devraient promouvoir le concept de « mine durable ».

Elle se réjouit de laisser la parole à M. Guillaume Pitron, dont les travaux, traduits dans plusieurs langues, mettent en lumière les enjeux économiques et environnementaux liés à la transition énergétique, en particulier la dépendance aux métaux rares. (*Applaudissements.*)

**M. Guillaume Pitron, journaliste, auteur de *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique***, commence par rappeler l'enjeu



crucial, tout à la fois écologique, économique et géopolitique, que représentent les métaux rares dans la perspective des trente prochaines années. Il souligne qu'un monde sans carbone ou « bas-carbone », un monde dans lequel nous aurons moins besoin de pétrole et de charbon, sera un monde de métaux. Ce sera notamment un monde de métaux abondants : il va falloir beaucoup de cuivre pour réaliser la transition énergétique : jusqu'à 16 tonnes pour une éolienne, et quatre fois plus pour une voiture électrique que pour une voiture thermique.

M. Guillaume Pitron ajoute que le monde bas-carbone est aussi un monde de métaux « rares », ainsi qualifiés parce qu'ils sont très dilués dans l'écorce terrestre et plus difficiles à extraire que les métaux abondants, et note que ces métaux sont le plus souvent, en outre, des métaux critiques, leur concentration dans certaines zones particulières – Afrique du Sud, Chili, Bolivie, Argentine, Chine, Russie – engendrant un risque de pénurie d'approvisionnement.

Il évoque la liste de métaux critiques dressée depuis 2011 par l'Union européenne, qui en compte un peu moins de trente : cobalt, lithium, palladium, indium, gallium, etc. Quant aux « terres rares », il précise qu'il s'agit d'une classe de métaux rares, citant l'exemple du néodyme, qui entre dans la composition des téléphones portables ou des moteurs des voitures électriques. Il fait allusion également à la récente mise à jour par les États-Unis de leur propre liste de métaux critiques, qui contient dorénavant cinquante matières premières minérales sujettes à des risques d'approvisionnement.

Or, déplore-t-il, il n'est question nulle part de ces métaux au fil des vingt-sept pages de l'accord de Paris, qui ne contient aucune mention des mots « métaux », « ressources minières » ou « mines » : la question de savoir où l'on va aller chercher ces métaux, et à quel coût pour l'environnement, n'est jamais posée, alors qu'il y a bel et bien des perdants et des

gagnants sur l'échiquier des métaux rares et stratégiques, comme il y a eu des perdants et des gagnants sur l'échiquier du pétrole.

Se penchant sur les enjeux écologiques inhérents à la géographie de ces matières premières, M. Guillaume Pitron qualifie d'« absolument effrayant » le spectacle offert, en Chine, par les mines de terres rares ou de graphite qu'il a pu visiter : métaux raffinés dans des conditions parfaitement irrespectueuses de l'homme et de l'environnement, rebuts rejetés directement dans la nature, « villages du cancer », forte incidence de la « maladie des os de verre ». Rapportant les propos d'une spécialiste chinoise des terres rares, il affirme que la Chine a sacrifié son environnement pour fournir des terres rares au reste de la planète. Il argue de notre éloignement géographique – les mines ne sont pas chez nous – pour expliquer notre ignorance de ce phénomène.

Il observe qu'il fut un temps où il existait des mines et des usines de raffinage de terres rares en Europe, mais que les coûts environnementaux inhérents à ces activités nous ont conduits à délocaliser la pollution afférente, celle des technologies vertes, et, ce faisant, le fardeau de la transition énergétique, que supportent d'autres pays. Cette pollution se trouve ainsi éloignée et invisibilisée ; de la sorte, le monde de la transition énergétique s'organise entre ceux qui sont sales et ceux qui font semblant d'être propres.

M. Guillaume Pitron aborde ensuite la question de l'enjeu économique sous-jacent : ce transfert de production fait en quelque sorte de la Chine, leader de la production de ces matières premières stratégiques, « l'Arabie saoudite des métaux rares et critiques ». Or, ajoute-t-il, la Chine souhaite remonter la chaîne de valeur et nous vendre elle-même aimants, batteries, voitures électriques, éoliennes, panneaux solaires, produits à forte valeur ajoutée, afin de rééquilibrer sa balance commerciale. L'orateur qualifie la dépendance que nous sommes en train de contracter à l'égard de la Chine de « bien plus grave » que celle qui nous

lie aux hydrocarbures russes, appelant de ses vœux une « diplomatie minérale » susceptible de sécuriser nos approvisionnements. Il relève que la Chine, elle, a parfaitement conscience de ces enjeux géopolitiques, d'où sa présence forte en Afrique, en République démocratique du Congo notamment, où l'on extrait le cobalt.

Brossant à grands traits le tableau de la géopolitique d'un « monde plus vert », M. Guillaume Pitron fait état du risque suivant : au lieu de résoudre les défis écologiques, économiques et géopolitiques de l'âge thermo-industriel, il se pourrait que nous nous contentions de les déplacer, des champs de pétrole vers les mines de ces métaux stratégiques. Il défend l'idée d'une « transition 2.0 », la transition « 1.0 » étant celle de l'accord de Paris, aveugle à la demande accrue de métaux rares. Il subordonne la réussite de cette transition 2.0 à la connaissance par le grand public de la vérité écologique des technologies : en d'autres termes, explique-t-il, il faut que nous réalisions des analyses du cycle de vie afin de mettre des chiffres et des images sur cette pollution délocalisée et invisibilisée. M. Guillaume Pitron évoque à ce propos l'intérêt des « chaînes d'approvisionnement éthiques », ou *ethical supply chains*, destinées à garantir la transparence de l'origine des minerais.

Il prône également une refonte de notre outil industriel dans sa capacité à retraiter les ressources, c'est-à-dire un développement de l'économie circulaire. Le véritable enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle, allègue-t-il, ce n'est pas le monde plus vert, c'est le monde circulaire ; or le second est bien plus difficile à mettre en œuvre que le premier, car le monde vert n'est pas automatiquement circulaire. Il définit l'économie circulaire comme une économie de la coopération et de la solidarité dans laquelle l'écoconcepteur de produits numériques, le collecteur de métaux, le recycleur, tous les acteurs de la chaîne travaillent de concert pour optimiser les ressources.

Il constate que l'Europe travaille déjà à développer une diplomatie minérale *via* le *European Union-Latin America dialogue on raw materials*, arène de discussion qui, réunie une fois par an, a vocation à diversifier nos approvisionnements.

Il dit aussi sa conviction qu'il faut rouvrir des mines en Europe plutôt que de laisser les Chinois extraire à notre place des terres rares. Mettant en exergue le concept de « souveraineté environnementale », il précise que, de la sorte, nous serions souverains en matière d'approvisionnements, mais surtout souverains sur le plan écologique : nos performances écologiques cesseraient d'être indexées sur celles des Chinois, des Russes, des Sud-Africains ou des Boliviens.

Paraphrasant Einstein, M. Guillaume Pitron pose la question de savoir si nous ne sommes pas en train d'essayer de résoudre le problème auquel nous sommes confrontés avec le mode de pensée qui l'a précisément engendré. Réinventer nos modes de pensée, avance-t-il, c'est parler de souveraineté des approvisionnements – expression très neuve dans le débat public –, c'est défendre des logiques de filière, depuis la mine jusqu'au produit fini, c'est privilégier le temps long. La Chine, elle, se donne le temps ; avons-nous seulement le temps, vu la façon dont fonctionne notre arène politique et médiatique, d'identifier les enjeux de long terme, à l'échelle d'une génération ?

L'orateur enjoint chacun à accepter l'idée qu'il va falloir payer le véritable prix des métaux, en intégrant les externalités négatives que leur production engendre. Un monde plus vert, indique-t-il, sera peut-être un monde plus cher.

Concluant sur une note positive, il rapporte les mots que lui a adressés un industriel : nous n'avons pas tant un problème de matières rares et critiques qu'un problème de matière grise. (*Applaudissements.*)

**M. Costel Neculai Dunava, représentant de la Chambre des députés de Roumanie**, commence par dire un mot de la situation totalement inattendue que nous traversons, qui nous oblige à réagir de façon souple et flexible. Constatant que les matières premières critiques sont rares en Europe, il plaide pour que l'Union s'assure du respect de ses normes sociales et environnementales tout en garantissant la sécurité de ses approvisionnements et en développant la production interne. Il prône, en outre, le recyclage, gage d'une diminution de la consommation, et salue les initiatives existantes, alliances stratégiques, textes relatifs à l'utilisation de pièces issues de l'économie circulaire, *task forces*.

M. Costel Neculai Dunava promeut la construction d'alliances aussi inclusives que possible, fondées sur les forces de chaque État membre, le potentiel important de la Roumanie en matière de ressources critiques méritant, par exemple, d'être exploité. Il appelle à réduire les risques inhérents aux projets d'investissement *via* un soutien spécifique aux petites et moyennes entreprises. Répondre aux normes environnementales européennes, relève-t-il, peut avoir un coût prohibitif pour certaines petites entreprises. Évoquant la fréquente méconnaissance des normes en vigueur, il conclut en rappelant que la tâche prioritaire des parlementaires est de garantir un cadre réglementaire prévisible. (*Applaudissements.*)

**M. Albert Vicaire, représentant de la Chambre des représentants de Belgique**, se réclamant de la devise inscrite au fronton de la mairie de La Bresse, dans les Vosges, « Plutôt pauvre que valet », rappelle que notre société s'est construite sur le caractère bon marché de l'énergie.

Citant les travaux de l'Association sans but lucratif négaWatt, il énumère les trois ingrédients dont nous avons besoin pour réussir la transition : sobriété, efficacité, énergies renouvelables.

En matière de sobriété, il invite à s'inspirer de l'exemple du Danemark, qui allie réseaux de chaleur, transports publics efficaces, demande alignée sur les capacités de production ; c'est cette voie qu'il faut suivre si l'on veut diminuer de 30 % à 40 % notre consommation d'énergie.

Pour ce qui est de l'efficacité, c'est aux hommes politiques de fixer les normes de telle façon que les produits et l'énergie que nous consommons soient neutres en carbone et exclusivement européens.

Arborant un autocollant « Nucléaire ? Non merci ! » sur son ordinateur, M. Albert Vicaire invite le Sénat français à écouter la Cour des comptes plutôt que les influents groupes de pression pronucléaire, car le renouvelable sera la clé de notre indépendance, le fissile étant aussi fossile. (*Applaudissements.*)

**M. Franck Montaugé, représentant du Sénat de la République française,** déplore la vulnérabilité de l'Europe dans les secteurs énergétique et minier et son aggravation par la guerre lancée en Ukraine, qui obèrent notre capacité à atteindre la neutralité carbone en 2050. Comparant la situation actuelle à un nouveau choc pétrolier, il prend acte de notre faible autonomie stratégique et doute de l'existence même d'une stratégie européenne en la matière, regrettant l'absence du commissaire européen à l'énergie.

M. Franck Montaugé se montre par ailleurs réservé quant à l'assimilation de l'énergie nucléaire, dans la « taxonomie verte », à une énergie transitoire et non durable. Évoquant le paquet « Ajustement à l'objectif 55 », il désapprouve le choix de ne pas appliquer à l'énergie et à l'hydrogène nucléaires le principe de neutralité technologique dont bénéficient les autres énergies décarbonées.

Il déplore, en outre, que les substituts au gaz russe, biogaz ou gaz naturel liquéfié, soient peu pris en compte et plaide pour une révision du « paquet gazier », destinée à renforcer son volet consacré à la sécurité d’approvisionnement.

Il recommande enfin que la révision du principe du « coût marginal », qui lie le tarif de l’électricité à celui du gaz, aboutisse d’urgence, sans attendre la remise, annoncée pour avril, d’un rapport de l’Agence de coopération des régulateurs de l’énergie. La crise actuelle doit être l’occasion, espère-t-il, de dresser le bilan de la libéralisation du secteur de l’énergie. Assurer notre sécurité d’approvisionnement à des coûts acceptables pour nos concitoyens, et non désintégrer nos énergéticiens nationaux ou ouvrir nos concessions à la concurrence : voilà l’enjeu. (*Applaudissements.*)

**Mme Lotta Olsson, représentante du Parlement de Suède**, appelle à prendre conscience, au nom de l’autonomie stratégique européenne, des vulnérabilités de l’Union en matière d’approvisionnement en métaux rares, enjeu crucial s’agissant des technologies sur lesquelles reposera la transition verte.

Elle rappelle que la production suédoise représente 93 % du minerai de fer extrait en Europe et salue l’engagement des entreprises d’État du pays, donnant en exemple le recyclage des déchets de l’industrie minière, qui permet de couvrir cinq fois les besoins nationaux en phosphore. Elle souligne par ailleurs l’importante contribution de la Suède à la production des métaux rares utilisés dans l’éolien ou le solaire.

Elle se réjouit enfin à l’idée que la Suède accueille, en juin 2022, la Journée mondiale de l’environnement, avant de présider le Conseil de l’Union européenne, au premier semestre 2023. (*Applaudissements.*)

**M. Silvio Erkens, représentant de la Chambre des représentants des Pays-Bas**, constate que notre cruelle dépendance à la Russie en matière de ressources critiques, mise en exergue par l'invasion de l'Ukraine, nous rend vulnérables, donc faibles sur le plan politique. Il souhaite que nous saisissons cette occasion historique pour nous débarrasser de cette vulnérabilité que nous nous sommes infligée à nous-mêmes : de notre autonomie stratégique dépend notre capacité à devenir un creuset d'innovation. La transition énergétique a besoin d'un véritable *leadership* politique permettant de prendre des risques et d'agir rapidement, en investissant tant dans le nucléaire que dans la géothermie, le solaire, l'éolien.

Qualifiant les métaux rares d'« ingrédients clés de la transition », M. Silvio Erkens dit l'urgence à sortir de notre dépendance à la Russie ou à la Chine. Il enjoint les Européens à dépasser leurs réticences à l'égard de l'extraction minière : ces ressources peuvent et doivent être extraites dans l'Union européenne dans des conditions conformes à nos normes sociales, environnementales et de sécurité.

Évoquant la nécessité d'investir dans l'économie circulaire, il plaide pour réutiliser le lithium des batteries recyclées au lieu de l'importer et pour ne plus exporter nos déchets à haute valeur ajoutée. Il s'agit, d'une manière générale, de montrer à nos rivaux que nous sommes forts. (*Applaudissements.*)

**M. Alexandros Charitsis, représentant du Parlement de Grèce**, indique que cette discussion intéressante sur le traitement des déchets soulève la question à l'échelle internationale de la transition verte, dont la Grèce est une figure de proue. Il appelle toutefois l'assemblée à ne pas se laisser distraire de la question du prix de l'énergie, qui fait courir un danger existentiel à l'économie européenne, regrette de ne pas voir de stratégie se dessiner en la matière et demande à la Commission européenne d'y répondre. La dernière réunion du



sommet des Vingt-Sept a donné lieu à une discussion sur les *eurobonds* ; une stratégie doit émerger et les prix doivent être contrôlés. (*Applaudissements.*)

**M. Paulo Moniz, représentant de l'Assemblée de la République du Portugal,** aborde la question de l'indépendance énergétique des îles et des zones reculées d'Europe. Celle-ci est difficile à atteindre parce que les réseaux ne peuvent pas toujours être reliés et parce que les énergies renouvelables produites localement sont volatiles. Il importe donc de contrebalancer ces écueils en investissant dans des capacités de stockage.

L'orateur ajoute que les îles sont également confrontées à un problème environnemental, alors même que les eaux profondes recèlent les réserves les plus importantes de métaux précieux d'Europe. Il propose donc de réfléchir aux conditions d'extraction de ces ressources. Il déplore enfin que l'Europe occulte cette question : les îles doivent être prises en compte dans les discussions stratégiques, pour que l'Union européenne mérite pleinement son nom. (*Applaudissements.*)

**M. Brian Leddin, représentant de l'Assemblée nationale d'Irlande,** souligne l'impact humain et économique de la demande en métaux rares depuis l'électrification de nos économies, alors que la crise actuelle augmente également la dépendance au gaz de l'Europe. Il rappelle que M. Thierry Breton a enjoint l'assemblée à faire des économies et regrette que l'Europe ne prenne pas suffisamment en compte l'importance de la gestion de la demande, car une grande partie de l'énergie consommée est peu productive.

Tout en optant pour des véhicules électriques, par exemple, il faut encourager les modes de transport les plus économes et se détourner du modèle individuel ; à défaut, cela se résumerait à du gaspillage, et la transition verte n'en sera que plus difficile. À cet égard, l'orateur considère que la taxonomie de l'Union européenne est erronée : l'énergie doit être

utilisée de manière plus efficace pour faciliter la décarbonation et réduire nos dépendances stratégiques. (*Applaudissements.*)

**M. Željko Pavić, représentant du Parlement de Croatie**, relève que la Croatie n'a pas extrait de minerais critiques depuis les années 1960, alors même que le potentiel du pays en baryte et en graphite naturel est important. Il invite à investir dans la revitalisation de l'extraction, de l'exploitation et du traitement en Croatie, car il importe de diversifier les sources d'énergie intérieures et extérieures. Il soutient les avancées stratégiques dans ce domaine, ainsi que les recherches sur le recyclage. S'agissant des semi-conducteurs, le renforcement du partenariat avec la Corée du Sud et Taïwan lui semble utile.

Il propose, en outre, de consolider les capacités européennes et de chercher d'autres sources potentielles qui ne reposent pas sur l'extraction des métaux rares, telles que l'utilisation du chanvre pour les batteries. (*Applaudissements.*)

**M. Radoslav Ribarski, représentant de l'Assemblée nationale de Bulgarie**, évoque des études récentes selon lesquelles les véhicules électriques et l'énergie solaire requièrent beaucoup plus de minerais que leurs équivalents thermiques. Les technologies vertes imposent une forte augmentation de la demande de cuivre, de cobalt et de lithium. Or les économies de certains des pays qui fournissent les terres rares reposent sur ces ressources, sur des marchés peu réglementés, où les conditions de travail sont mauvaises.

La Bulgarie, grâce à la zone économique exclusive de la mer Noire, est le quatrième exportateur de cuivre raffiné. La transition vers des énergies propres va demander des ressources importantes, notamment en terres rares. Celles-ci existent au sein de l'Union européenne et doivent être recherchées pour sécuriser les approvisionnements. L'extraction minière doit donc être développée, avec la réglementation européenne idoine. À cette fin,

M. Radoslav Ribarski préconise une approche coordonnée à l'échelon européen.  
*(Applaudissements.)*

**Mme Susana Sumelzo, représentante du Congrès des députés d'Espagne**, fait valoir que la question énergétique subit les conséquences de l'invasion de l'Ukraine. L'Europe doit, selon elle, agir pour protéger les entreprises et les citoyens face aux problèmes énergétiques liés à l'augmentation des prix du gaz et de l'électricité. L'oratrice déplore, alors que les États membres ont essayé, chacun de leur côté, d'atténuer ces effets, qu'une réponse collective européenne fasse défaut.

À ses yeux, trois hypothèses sont erronées : l'Europe a cru que la crise allait être courte, que le marché s'autorégulerait et que les budgets nationaux pourraient supporter la crise. Or on perd en compétitivité, l'inflation augmente et l'agenda écologique risque d'être marginalisé. Les citoyens se demandent où vont les sommes qu'ils paient en plus pour le gaz ou l'électricité.

Mme Susana Sumelzo défend un débat européen serein sur des accords énergétiques afin d'éviter des distorsions du marché ; celui-ci pourrait conduire à isoler le gaz de l'électricité dans la définition des prix et à la mise en place d'un mécanisme d'achat centralisé. La transition écologique doit, certes, être accélérée, mais elle doit être juste. Elle doit allier décarbonation et réduction du prix de l'énergie, car le citoyen doit être au centre des politiques mises en œuvre. *(Applaudissements.)*

**Mme Martina Nardi, représentante de la Chambre des députés d'Italie**, voit de l'hypocrisie dans le fait que l'Europe prétende aller vers un monde plus vert et moins pollué, au vu des difficultés : l'inflation, la pénurie, la dépendance, la pollution dans d'autres pays ; celles-ci doivent trouver leur réponse dans l'économie circulaire. Elle souligne ainsi

que l'Italie est très en avance dans le traitement des épaves de voitures, des déchets dont il faut limiter l'exportation hors de l'Europe en favorisant une chaîne de récupération locale.

Elle identifie deux fronts : à court terme, il faut découpler le prix du gaz de celui de l'électricité, ainsi que le stockage de l'achat ; à moyen terme, il faut mettre en place une utilisation consciente de l'énergie. L'Italie, par exemple, a établi un super bonus pour financer l'amélioration du bâti. *(Applaudissements.)*

**M. Janne Sankelo, représentant du Parlement de Finlande**, plaide pour l'indépendance de l'Union européenne en matière énergétique, au-delà des métaux rares. L'Europe aura besoin, pour cela, du nucléaire, des énergies renouvelables et de nouvelles technologies ; elle doit ainsi évaluer les ressources présentes dans ses différentes régions. Au Nord, elle peut compter sur la biomasse et sur l'énergie forestière, gérée de manière responsable.

La Finlande s'est fait une spécialité de l'énergie thermique, également importante pour la production alimentaire. M. Janne Sankelo s'était opposé au changement de mode de production énergétique dans le pays, mais la guerre en Ukraine a changé la donne. Aujourd'hui, chaque pays doit envisager toutes les possibilités existantes, notamment l'utilisation de la tourbe.

L'orateur conclut en appelant à l'unité et à un retour aux fondamentaux que sont la sécurité énergétique et alimentaire. *(Applaudissements.)*

**M. Georgios Arvanitidis, représentant du Parlement de Grèce**, rappelle que l'Union européenne s'est d'abord construite autour du charbon et de l'acier, alors que, aujourd'hui, c'est la décarbonation qui l'occupe. Il entend donner la priorité aux énergies renouvelables afin de réduire les prix et de gagner en autonomie. Les métaux rares seront

nécessaires pour ce faire ; il faudra donc s'assurer que leur exploitation soit responsable. Un panneau solaire étant en place pour un quart de siècle, cette transition permettra de libérer moins de carbone, de réaliser des économies et d'aboutir à un monde plus démocratique.

M. Georgios Arvanitidis se déclare favorable aux *eurobonds*, que la Grèce demandait en vain lors de la crise financière, et se félicite que le tabou qui régnait alors soit tombé. Il s'agit, selon lui, d'une question existentielle, qui dessine le chemin qui permettra de relever les défis de l'avenir. (*Applaudissements.*)

**M. Ștefan-Radu Oprea, représentant du Sénat de Roumanie**, évoque la surprise de l'Europe lorsqu'elle a découvert, lors de la pandémie, la fragilité de ses chaînes d'approvisionnement. Il importe de se prémunir contre une telle déconvenue concernant les métaux rares. En Roumanie, il y a du graphite et des métaux rares, mais les méthodes d'extraction doivent être améliorées pour relever le défi climatique sans abandonner les valeurs de l'Europe.

L'Europe a ensuite été surprise par l'inflation des prix de l'énergie ; en la matière, piocher dans l'impôt ne résout pas le problème, car les budgets ne sont pas infinis. L'Union européenne doit mettre en place des solutions courageuses. Les Roumains s'inquiètent du montant de leurs factures d'énergie, et le budget national est mis sous pression : le pays aide sa population, mais il ne pourra pas le faire jusqu'à la fin de l'année. La guerre aux frontières interdisant la prévisibilité des prix, il faut revoir le mix énergétique de chaque État membre. En Roumanie, 20 % de l'électricité vient de centrales au charbon. Cette énergie devrait pouvoir être utilisée le temps de mettre en place de nouvelles capacités nucléaires et gazières, de façon sage, parallèlement à des investissements dans l'efficacité énergétique afin de limiter le gaspillage.

M. Ștefan-Radu Oprea demande enfin que l'investissement énergétique ne soit pas pris en compte dans le calcul du déficit budgétaire. (*Applaudissements.*)

**M. Mark Demesmaeker, représentant du Sénat de Belgique**, souligne que l'Europe a pris conscience que l'énergie pouvait constituer une arme géopolitique et indique que la crise qu'elle traverse constitue un changement radical. L'Europe doit se libérer rapidement des énergies fossiles en provenance de Russie et investir dans le renouvelable et le nucléaire. Il fait valoir que la Belgique dispose d'un centre de recherche de renommée mondiale dans le domaine et qu'il faut partager les résultats. En ce qui concerne les métaux rares, il appelle à financer les recherches visant à s'en affranchir, dont certaines obtiennent déjà des résultats.

Il insiste par ailleurs sur l'importance de la circularité. La Belgique est à l'avant-garde dans le domaine des mines urbaines, la collecte des batteries des téléphones et des appareils électriques étant financée par les consommateurs. Or nombre d'États membres ont longtemps été réticents à se mobiliser dans ce domaine. (*Applaudissements.*)

**Mme Alice Mary Higgins, représentante du Sénat d'Irlande**, souligne que cette réunion permet de rappeler l'importance du climat et des matériaux critiques et que la seule possibilité est la mise en place d'une économie circulaire reposant sur les énergies renouvelables : il ne s'agit pas de remplacer le pétrole et le gaz par d'autres énergies fossiles.

Avant la crise en Ukraine, les Européens demandaient déjà l'indépendance énergétique et une énergie verte, ainsi que de nouvelles règles, plus éthiques et sociales en matière d'approvisionnement. Or, selon l'oratrice, le projet de règlement européen sur le devoir de vigilance n'est pas assez ambitieux et ne permet pas d'obtenir des résultats. Elle appelle donc à prendre de meilleures décisions pour l'Europe et à refuser des mécanismes de

règlement des différends commerciaux susceptibles de bloquer ces efforts.

*(Applaudissements.)*

**M. Heikki Autto, représentant du Parlement de Finlande**, et originaire de Laponie, explique que sa région est connue pour sa nature magnifique et ses aurores boréales, mais peut-être moins pour son industrie minière et ses ressources naturelles, pourtant essentielles et stratégiques pour l'économie européenne. Les régions du nord de l'Union européenne offrent la possibilité de renforcer la base industrielle de l'Union, d'accélérer la transformation des économies et d'accroître son indépendance à l'égard de la Russie et de la Chine. M. Heikki Autto demande donc que l'on encourage la compétitivité de ces territoires. Il souhaite que l'Union ne limite pas la consommation des ressources naturelles locales et qu'elle respecte le principe de subsidiarité, car les Finlandais seront parfaitement en mesure de développer leur industrie minière tout en préservant le climat et la biodiversité.

Il ajoute qu'il est primordial de développer une plus grande sécurité européenne et que le temps est venu pour la Finlande de rejoindre l'OTAN. Il demande à chacun de faire preuve d'unité, afin de montrer la voie vers la démocratie, le respect des droits humains et le développement durable. *(Applaudissements.)*

**M. Jorge Paulo Oliveira, représentant de l'Assemblée de la République du Portugal**, insiste sur le fait que la guerre en Ukraine a mis au jour la dépendance extrême des Européens à l'égard de la Russie, qui met à mal la sécurité énergétique du continent. Selon lui, le Portugal et l'Espagne sont une partie de la solution, car ces pays peuvent recevoir le gaz fourni par les pays africains et par les États-Unis. Toutefois, acheminer ces ressources en France et dans le reste de l'Europe exigera de trouver des solutions pour améliorer l'interconnexion des pays. M. Jorge Paulo Oliveira rappelle que la question est ancienne et qu'il est temps de s'y intéresser très sérieusement. Telle est la tâche qui attend les Européens.

**M. Roland Lescure, président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française,** adresse ses remerciements à l'ensemble des parlementaires pour leur respect des temps de parole, ainsi qu'au Sénat de la République française pour l'organisation de ces débats – il remercie tout particulièrement Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques. En guise de conclusion, il cède la parole à M. Guillaume Pitron. (*Applaudissements.*)

**M. Guillaume Pitron, journaliste, auteur de *La Guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique,*** conclut le débat en remerciant l'ensemble des parlementaires de leur participation et en reprenant les différents thèmes qu'ils ont abordés.

Contre l'idée selon laquelle il faudrait continuer à exploiter les énergies fossiles, il rappelle tout d'abord que la transition énergétique est nécessaire : si un monde d'énergies vertes appelle des défis immenses, il reste préférable à un monde dépendant du pétrole et du charbon.

Le coût écologique de la voiture électrique n'est pas nul : une voiture électrique est aussi propre que les métaux qu'elle contient et que l'électricité qu'elle consomme. Ainsi, l'orateur s'interroge sur les pollutions à venir : pollution minière, pollution des sols et des eaux. Il rappelle que ces sujets sont très mal formalisés et que l'établissement de connaissances parfaitement fiables sur la vérité écologique des technologies constitue un défi majeur.

Concernant la dépendance à l'égard de la Russie, des métaux stratégiques comme le palladium ou le nickel sont concernés, outre le gaz et le pétrole. L'Ukraine est aussi un producteur potentiel de lithium. Dans le Donbass, une entreprise australienne, European



Lithium, s'était déjà positionnée pour exploiter un immense gisement. Alors que l'Ukraine est un pays riche en matières premières, M. Guillaume Pitron regrette que les Européens ne puissent actuellement pas profiter de son lithium.

Il évoque ensuite les tensions sociales actuelles, qui rappellent l'exigence d'une transition énergétique plus juste. Il rappelle que les « gilets jaunes » se plaignaient avant tout de la flambée du prix de l'essence, due au financement de la transition énergétique, et il analyse cette crise comme la première crise sociale de la transition énergétique. Le risque d'une transition énergétique déséquilibrée, source de nouvelles tensions sociales, est réel, mais des solutions existent.

L'Europe a un potentiel minier très important. M. Guillaume Pitron demande de développer des mines plus responsables. L'Europe serait tout à fait en mesure d'extraire du cuivre et des terres rares, mais la question de l'acceptabilité sociale de ces mines se pose. L'orateur rappelle qu'un gisement de lithium a été découvert dans le Finistère, mais que personne ne souhaite l'exploiter. Le président-directeur général d'Anglo American lui rappelait récemment que l'acceptabilité sociale des populations riveraines constituait l'enjeu essentiel. Les ressources existent, mais les réformes des codes miniers sont cruciales pour assurer une exploitation plus durable, donc une meilleure acceptabilité sociale.

M. Guillaume Pitron aborde ensuite le recyclage des métaux rares, très complexe et coûteux. Les investissements en la matière, colossaux, demandent des stratégies de long terme. Or la disruption est un frein à l'innovation, car comment savoir si le lithium, le cobalt ou telle terre rare seront compétitifs dans dix ou quinze ans ? Valoriser la matière secondaire par rapport à la matière primaire est aussi très difficile, en raison des fluctuations du marché des matières premières. Les politiques de long terme exigent des renchérissements artificiels

de la valeur des minerais secondaires, pour qu'ils gagnent en compétitivité. Tel est le rôle que l'État doit jouer.

M. Guillaume Pitron rappelle enfin que l'extraction de métaux dans les océans est une question passionnante et que les réserves sont considérables. La France dispose de la deuxième zone économique exclusive mondiale et le Portugal connaît le potentiel de l'océan. Cependant, à titre personnel, l'orateur est opposé à l'exploitation de mines en mer : cela ferait sauter un verrou symbolique pour l'ensemble des citoyens, celui de la promesse de limiter l'empreinte écologique de l'homme. Extraire des nodules polymétalliques pour rouler en SUV (*Sport Utility Vehicle*), n'est-ce pas à aller à contre-courant de l'esprit de l'accord de Paris ? Cette prévention est symbolique : il faut respecter l'exigence de vivre mieux avec moins. (*Applaudissements.*)

*La réunion est suspendue à 13 h 30. Elle est reprise à 15 h 5.*

### **Troisième session – Les défis de la souveraineté alimentaire européenne**

**- Présidence de Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française -**

**Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française**, introduit la troisième session sur la souveraineté alimentaire européenne en rappelant que les tendances de fond en la matière sont préoccupantes. Chaque jour, les consommateurs européens constatent une dépendance accrue aux importations alimentaires, sur fond de perte de compétitivité de leur agriculture. Des exemples concrets démontrent la difficulté à assurer un respect des normes de production minimales requises en Europe pour nombre de denrées alimentaires provenant de pays tiers. Cette concurrence déloyale entretient le phénomène de déprise agricole dans de nombreux

territoires européens, menaçant à terme la souveraineté européenne. En parallèle, la place agricole de l'Union européenne sur les marchés internationaux est menacée par une politique très offensive de nombreux acteurs, notamment de la Russie.

Mme Sophie Primas indique que la guerre en Ukraine engage les premier et cinquième exportateurs mondiaux de blé tendre, pesant pour près de 30 % des exportations mondiales. En outre, alors que l'Ukraine fournit près de 45 % du maïs importé en Europe, sa zone de production est très touchée par les combats. L'oratrice explique que cette guerre aura des impacts majeurs partout dans le monde, à cause de l'envolée des cours des céréales, notamment dans les pays d'Afrique ou au Moyen-Orient, mais également en raison de la hausse des coûts de l'énergie, qui pèsera sur la compétitivité des agriculteurs. Si l'Union européenne dispose d'une importante production, ce qui la préserve d'une atteinte trop grave à la sécurité alimentaire du continent, son exposition est de plus en plus importante et ses positions mondiales à l'export sont menacées.

Pour Mme Sophie Primas, l'actualité replace un peu plus l'agriculture comme une priorité géostratégique du continent européen. Il s'agit de savoir comment concilier les impératifs de production avec les priorités environnementales. Elle conclut en se demandant si la stratégie *Farm to Fork*, qui repose sur des hypothèses de baisse de la production agricole dans les années à venir sur le continent, est complètement adaptée au monde qui vient.  
(*Applaudissements.*)

**M. Julien Dive, vice-président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française,** insiste sur le fait que la question de la souveraineté alimentaire est une préoccupation majeure de notre temps. La crise de la covid-19 et la guerre en Ukraine en ont souligné le caractère essentiel. Dans ce contexte, la réunion extraordinaire des ministres européens de l'agriculture, qui s'est tenue le 2 mars dernier, a

conclu à « l'impérieuse nécessité » d'un retour à la mission nourricière de l'agriculture européenne.

M. Julien Dive souligne que la souveraineté alimentaire du continent a pu, un temps, sembler acquise, notamment grâce au succès de la politique agricole commune (PAC), qui visait en premier lieu l'accroissement de la productivité de l'agriculture et la sécurisation des approvisionnements alimentaires des citoyens européens. En accompagnant les mutations des modèles agricoles, la PAC a permis à l'Union européenne de devenir une puissance agroalimentaire de premier plan, aujourd'hui première exportatrice mondiale et troisième importatrice de produits agroalimentaires.

Derrière un solde agroalimentaire excédentaire de plus de 60 milliards d'euros en 2020, M. Julien Dive déplore l'existence de défis majeurs, mis en exergue par l'actualité. La crise de la covid-19 a ravivé des craintes anciennes de pénuries alimentaires que tous pensaient disparues. Si la chaîne alimentaire s'est montrée résiliente, des faiblesses structurelles et des dépendances sont apparues au grand jour. L'orateur prend l'exemple des protéines végétales : 90 % des besoins européens sont importés, ce qui constitue un risque important pour la souveraineté des élevages. Par ailleurs, 57 % des approvisionnements en maïs proviennent de l'Ukraine et un tiers des engrais, de Russie. Si, à ses yeux, souveraineté alimentaire ne rime pas avec autarcie, il lui semble nécessaire de se montrer plus offensif pour garantir la sécurité, l'indépendance et le modèle agricole et alimentaire de l'Europe.

Concernant la crise actuelle, M. Julien Dive demande que l'Union européenne soit au rendez-vous pour soutenir l'agriculture : à cet égard, l'utilisation de la réserve de crise agricole et les mesures exceptionnelles pour pallier les déséquilibres du marché vont dans le bon sens.

L'orateur en vient à des considérations plus structurelles : assurer la souveraineté alimentaire des Européens nécessite d'assurer un jeu commercial à armes égales et de lutter contre les distorsions de concurrence. L'Union européenne revendique les normes les plus strictes au monde, à chaque étape de la chaîne agroalimentaire, ce qui assure aux consommateurs l'accès à des produits sains et de qualité. M. Julien Dive regrette que de 10 à 25 % des produits importés ne respectent pas les normes environnementales et sanitaires européennes et que le taux de contrôles physiques des marchandises n'oscille qu'entre 3 et 7 %. Les enjeux de contrôle et de réciprocité doivent donc être au cœur de l'action des Européens. Selon lui, la PFUE doit être l'occasion de faire de ces sujets une priorité majeure. La question de la systématisation des « clauses miroirs » dans les contrats commerciaux, soutenue par plusieurs pays européens, est vitale pour prévenir une concurrence déloyale qui nuit aux objectifs environnementaux et de santé publique, ainsi qu'aux agriculteurs.

Ce renforcement de la réciprocité est primordial alors que la question environnementale occupe une place désormais prépondérante. Notre système alimentaire doit évoluer vers un modèle durable et résilient pour faire face au changement climatique et répondre aux nouvelles demandes des consommateurs européens, qui plébiscitent une alimentation plus locale, plus saine et moins énergivore. La réforme de la PAC introduit les écorégimes. La stratégie *Farm to Fork* encourage d'ici à 2030 la réduction de 50 % de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et le passage à 25 % de surfaces consacrées à l'agriculture biologique, soit un triplement des surfaces en dix ans. Certains s'interrogent sur le réalisme de tels objectifs. Ces ambitions sont très élevées et elles rendent donc essentiels le travail sur l'harmonisation et la réciprocité des normes. Elles nécessitent aussi un fort accompagnement des agriculteurs dans les transitions. C'est indispensable pour que les objectifs environnementaux ne se retrouvent pas en contradiction avec les objectifs de souveraineté.

Assurer la souveraineté alimentaire de l'Union européenne est un impératif géostratégique, économique et écologique majeur. L'Union doit pouvoir fournir une alimentation locale, saine, durable et accessible économiquement à tous les citoyens européens ; ces défis sont plus que jamais d'actualité.

L'orateur espère que les discussions contribueront à faire avancer les réflexions sur le sujet. (*Applaudissements.*)

**M. Norbert Lins, président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen**, souligne l'importance de la thématique de la souveraineté et l'autonomie alimentaires dans le contexte de l'invasion russe en Ukraine. Il salue les initiatives de M. Julien Denormandie en la matière et se réjouit que les chefs d'État et de gouvernement en aient fait une priorité.

La question de l'indépendance en matières premières se pose. La guerre a des conséquences sur l'approvisionnement alimentaire en Europe, mais aussi dans le reste du monde. L'Ukraine est l'un des plus grands exportateurs de blé et d'autres céréales, notamment de protéines végétales. C'est aussi le plus grand exportateur mondial de tournesol.

Le conflit va inévitablement aboutir à une hausse des prix de ces denrées, ainsi qu'à des perturbations des chaînes d'approvisionnement en Asie et en Afrique, entraînant des problèmes d'alimentation. Plus il durera, plus l'approvisionnement en denrées alimentaires sera problématique, non seulement en Ukraine, mais également dans le monde entier.

Même si elle est autosuffisante, l'Union européenne, grande productrice et exportatrice de blé et d'oléagineux, sera confrontée à un défi s'agissant du prix des denrées alimentaires. La sécurité alimentaire ne dépend pas simplement d'un pays ou d'une région. La guerre se déroule en Europe, mais tout le système alimentaire mondial est touché.

La souveraineté alimentaire implique de ne pas dépendre d'autres régions, mais aussi de ne pas se replier sur soi-même. L'Union européenne doit être plus résiliente et défendre le principe de l'autonomie stratégique. Elle doit prendre en compte trois risques : d'abord, la dépendance de pays fragiles pour des raisons politiques ; ensuite, les partenariats internationaux, qui peuvent aussi être un outil de bénéfices économiques et sociaux ; enfin, le changement climatique, qui détériore la planète.

L'Union européenne doit se concentrer sur sa résilience, sa capacité de résister. Au mois de juin 2021, le commissaire à l'environnement de l'Union européenne a expliqué que la priorité de la sécurité alimentaire était remise en question dans ses approches conventionnelles avec l'apparition de nouveaux défis : biodiversité, lutte contre l'obésité, gestion des déchets alimentaires, empreinte écologique...

La commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen, pour qui la question de la sécurité alimentaire est beaucoup plus importante, salue la proposition d'un plan d'urgence pour couvrir les besoins en la matière. Une approche européenne commune est nécessaire pour éviter la panique sur les marchés. Aussi, la commission a mis au point une série de mesures.

D'abord, il faut revoir le concept de la sécurité alimentaire et réduire la dépendance en matières premières agricoles, notamment s'agissant des céréales et des oléagineux. Des propositions législatives doivent être formulées en ce sens.

Ensuite, il y a besoin d'une indépendance stratégique plus forte en Europe. Cela implique de recourir à des fertilisants pour améliorer la production, d'avoir plus de flexibilité et de mettre en œuvre des plans nationaux stratégiques pour améliorer la surface cultivable. Il faut utiliser les terres en friche à des fins agricoles, notamment pour des protéines végétales.

Chaque tonne produite ne sera pas seulement une tonne supplémentaire pour la sécurité alimentaire ; ce sera aussi une tonne contre Poutine, pour la paix et la démocratie.

Enfin, pour lutter contre les distorsions de marché, il faut mobiliser le fonds de réserve de 500 millions d'euros de manière ciblée, en faveur de ceux qui sont les plus touchés par la crise. La commission a récemment lancé le système de réponse aux crises. Elle a discuté des conséquences de la crise en Ukraine sur la sécurité alimentaire.

L'orateur espère que ces trois séries de mesures constitueront un socle pour les discussions à venir. (*Applaudissements.*)

**M. Andrius Vyšniauskas, représentant du Parlement de Lituanie,** rappelle les débats contemporains sur la transition verte et les moyens de rendre l'Europe plus propre et plus durable. Les objectifs définis dans ce cadre sont toujours importants pour le bien de l'humanité et de la planète. Ceux qui, quelques heures après l'invasion de l'Ukraine par Poutine, ont demandé la suspension du Pacte vert se trompent. Les promesses d'une transition verte doivent être honorées, même s'il faut prendre en compte la guerre et la crise économique et alimentaire.

L'Ukraine, qui produit 11 % du blé mondial, pourrait être le grenier à blé de l'Europe. Elle produit également de l'orge, du maïs, du colza, de l'huile de tournesol. Sans cette guerre, elle pourrait produire encore plus et suffire au continent européen.

Résoudre les problèmes de pénurie alimentaire dans certains pays européens implique d'aider l'Ukraine à faire face à l'envahisseur. Les Ukrainiens se battront jusqu'à leur dernier souffle. Les Européens doivent leur donner les moyens de se battre. Lors de la Révolution orange, des gens sont morts parce qu'ils voulaient que l'Ukraine intègre l'Union européenne. À l'époque, il y a eu des centaines de morts ; aujourd'hui, il y en a des milliers.



L'Union européenne, qui a besoin de l'Ukraine – la crise alimentaire le montre –, doit l'accueillir en son sein. Les pays qui bloquent son intégration doivent changer d'avis. Ce serait une solution pour l'Europe, qui a la chance de sauver son grenier à blé.  
(*Applaudissements.*)

**M. Franck Montaugé, représentant du Sénat de la République française,** souligne que la souveraineté alimentaire européenne est devenue une préoccupation majeure. La pandémie et la guerre russe contre l'Ukraine ont rappelé l'importance géopolitique de l'agriculture européenne en tant que facteur de paix et de solidarité entre les États membres et dans le monde. La PAC est au croisement de multiples enjeux du monde de demain : sécurité et qualité alimentaires, environnement, vie des territoires, énergie, santé... Les Européens ont une agriculture performante et diversifiée, en perpétuelle évolution, mais confrontée à des difficultés : faiblesse des revenus, importance des charges, incompréhension entre citoyens et producteurs, entre urbains et ruraux...

Des mesures immédiates doivent être prises pour répondre aux difficultés créées par la guerre en Ukraine. Il existe un risque de crise alimentaire majeure. Ne serait-il pas utile de réorienter un temps les aides de la PAC dans la filière céréalière ? Il faut aussi envisager d'arbitrer les urgences entre production alimentaire et énergétique. Une action forte en matière de stocks alimentaires stratégiques est nécessaire. Quelle est la position de négociation de la Commission européenne avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ? Quelle politique d'aide alimentaire en direction des Européens les plus démunis ? Quelle politique budgétaire européenne pour mettre en œuvre l'indispensable stratégie *Farm to Fork* ?

Quelle est l'ambition de la Commission européenne pour que l'agriculture apporte une réponse forte aux problèmes structurels et conjoncturels des agriculteurs tout en

augmentant l'autonomie stratégique de l'Union européenne ? L'agriculture européenne doit être une priorité géopolitique pour demain. (*Applaudissements.*)

**Mme Fulvia Michela Caligiuri, représentante du Sénat d'Italie**, rappelle que, dans une période de grande difficulté, le secteur agricole a fait preuve d'une grande résilience. Il est confronté à de nouveaux défis : transition écologique, PAC... Malgré la moindre pression sanitaire, il est en tension. L'instabilité politique créée par le renchérissement des prix de l'énergie et des matières premières pourrait bloquer le système productif de l'agroalimentaire, risquant de réduire à néant les efforts sans précédent engagés dans le cadre des plans de l'Union européenne.

L'oratrice suggère des mesures exceptionnelles pour soutenir le secteur, comme le fait de privilégier les producteurs de cultures céréalières dans lesquelles les États membres ne sont pas autosuffisants, dans le respect des principes de subsidiarité et de solidarité. La crise fait redécouvrir le caractère stratégique du secteur agricole. (*Applaudissements.*)

**M. Siniša Jenkač, représentant du Parlement de Croatie**, souligne combien les deux années de crise sanitaire et les menaces liées à l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires nécessitent une réponse européenne unie. Le Pacte vert, la stratégie *Farm to Fork* et la stratégie européenne pour la biodiversité ont fixé des ambitions élevées qui impliquent la transformation du secteur agroalimentaire.

Les craintes des producteurs quant aux effets de ces objectifs verts sur la sécurité alimentaire et l'approvisionnement doivent être prises au sérieux. Il faut utiliser tous les outils disponibles pour concilier les besoins des acteurs de la chaîne de production aux normes exigeantes de l'Union européenne en matière de sécurité sanitaire des aliments. Il ne faut pas que les agriculteurs soient les seuls à payer le prix du passage à la production durable.

Face à la hausse des prix et au changement climatique, des mesures de gestion de crise dans le secteur alimentaire s'imposent. Elles ne peuvent pas relever du seul fonds pour l'agriculture. D'autres fonds européens doivent également être mobilisés.

La mise en place d'un cadre assurant la réciprocité des normes et des règles pour les producteurs agricoles en Europe et ailleurs permettra de prévenir les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne de production alimentaire et d'améliorer la visibilité des produits européens. Le renforcement de la confiance des consommateurs dans les produits européens passera nécessairement par des actions conjointes de tous les acteurs de la filière. Les circuits courts, qui ont la plus faible empreinte environnementale, doivent être favorisés, et il faut encourager les producteurs à s'unir. (*Applaudissements.*)

**M. Andreas Minnich, représentant du Conseil national d'Autriche,** souligne que l'Europe dispose des produits alimentaires les plus sûrs, mais regrette que leur coût de production augmente en raison de la hausse des prix des intrants et de l'énergie induite par la guerre en Ukraine, grenier à blé de l'Europe. Il craint que cette guerre ne se répercute très durement sur notre approvisionnement.

Face à cette crise, il rappelle l'importance de suspendre l'application du Pacte vert pour se concentrer sur l'approvisionnement alimentaire, afin d'éviter que des conflits n'éclatent dans d'autres régions en raison de la faim et de la pénurie. C'est, selon lui, une obligation morale, à laquelle l'Europe ne doit pas se soustraire. (*Applaudissements.*)

**M. Celso Delgado, représentant du Congrès des députés d'Espagne,** fait également le constat que la guerre en Ukraine touche durement le secteur alimentaire, déjà sous pression en raison de la hausse continue des prix de l'énergie. Les problèmes d'approvisionnement en maïs, blé, tournesol, fertilisants ont un impact négatif sur

l'agriculture et l'élevage de l'Union européenne. Reconnaissant que cette dernière doit prendre des mesures exceptionnelles pour répondre à une situation elle-même exceptionnelle, l'orateur rappelle l'exigence de travailler collectivement pour aboutir à une autonomie européenne en matière alimentaire, à laquelle l'Espagne entend prendre toute sa part.

Soulignant l'importance de repenser les stratégies agroalimentaires de l'Union européenne, il insiste sur la nécessité d'assouplir les normes applicables aux importations, tout en préservant la sécurité et l'innocuité des aliments. À ses yeux, il est essentiel de disposer de plus de surfaces cultivables dans l'Union pour éviter la rupture des chaînes d'approvisionnement. Il rappelle enfin l'ardente obligation de soutenir financièrement les secteurs les plus touchés, en adaptant les aides directes de la PAC. Il est certes nécessaire de penser aux pays en voie de développement, mais il faut avant tout penser à l'agriculture et à la pêche européennes. Il conclut en s'inquiétant de l'empêchement des pêcheurs européens en raison du coût prohibitif des carburants. (*Applaudissements.*)

Pour **M. Brian Leddin, représentant de l'Assemblée nationale d'Irlande**, la guerre en Ukraine est un signal d'alerte qui doit amener l'Union européenne à repenser son système d'approvisionnement alimentaire. Il souligne le coût environnemental du développement de l'agriculture européenne par le passé. S'il admet que les biocarburants puissent faire partie de la solution, il s'alarme des risques de captation de terres actuellement utilisées pour la production alimentaire. S'appuyant sur des exemples plus anciens, il met l'accent sur les avantages des circuits courts par rapport aux systèmes mis en place depuis des décennies, reconnaissant qu'une telle transformation représenterait un véritable défi pour l'Irlande, qui exporte 95 % de sa production agricole. (*Applaudissements.*)

**M. Lorenzo Viviani, représentant de la Chambre des députés d'Italie**, reconnaît que le drame ukrainien a mis au jour les faiblesses du système européen en matière

d'approvisionnement, faiblesses qui doivent être corrigées dans le cadre du Pacte vert et du programme *Farm to Fork*. Il reste persuadé que l'Europe peut produire pour subvenir à ses besoins tout en protégeant l'environnement. Il pense que le moment est idéal pour tirer des enseignements au bénéfice des pêcheurs, éleveurs et agriculteurs européens, parties prenantes d'un secteur d'excellence en Europe. Il se félicite de ce qu'il a entendu précédemment sur le principe de réciprocité en matière de normes, qui devrait toujours guider les décisions européennes.

Il souligne également l'importance de revoir les décisions prises sur les terres en jachère et insiste sur la mutualisation des productions agricoles au sein de l'espace européen pour garantir la pérennité des exploitations. Il rappelle l'importance de produire tout en respectant l'environnement.

Il prédit, en conclusion, des temps difficiles, tant il est complexe de réorganiser le système en si peu de temps. (*Applaudissements.*)

**M. Norbert Lins, président de la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen**, souligne l'importance, pour l'Union européenne, de prendre les bonnes décisions rapidement face aux risques actuels pour les marchés agricoles. Selon lui, il ne faut rien exclure dans les semaines qui viennent si les prix, des engrais notamment, continuent d'augmenter. Ainsi, il est imaginable que les États interviennent directement pour mettre en place des garanties d'État ou même obliger les entreprises à produire des engrais pour garantir de bonnes récoltes. À ses yeux, l'Europe n'a jamais connu une telle situation depuis les débuts de la PAC. Il espère que, dès cette semaine ou, au plus tard, lors du conseil Agriculture et pêche de la semaine suivante, la Commission pourra proposer un paquet relativement complet. C'est en tout cas le souhait majoritaire de la commission de l'agriculture du Parlement européen.

En réponse à Mme Fulvia Michela Caligiuri, qui a évoqué l'étiquetage et le Nutri-score, lequel fait l'objet de critiques en Italie, il reconnaît que des adaptations doivent être envisagées. La situation actuelle exige des réponses rapides et, le cas échéant, des interventions directes des États au niveau des marchés.

À M. Siniša Jenkač, qui exhorte les autorités européennes à se pencher sur le Pacte vert, il rappelle qu'il existe sans doute des problèmes de répartition de l'élevage entre régions européennes, certaines étant en dessous de 20 % ou de 30 % de la production essentielle. Il estime nécessaire de trouver un juste équilibre.

Comme M. Brian Leddin, il juge que les cycles courts en agriculture sont préférables, même si ce n'est pas toujours possible. Prenant l'exemple de sa région d'origine, il déplore qu'il y ait eu trop de fermetures de petits abattoirs au profit de grandes structures, ce qui conduit à transporter les animaux sur de longues distances.

À l'instar de M. Lorenzo Viviani, il pense que le principe de réciprocité est important. Selon lui, il faut tirer vers le haut les normes et les standards pour améliorer sans cesse la qualité et la sécurité.

En réponse à M. Franck Montaugé, il souligne que les points de vue sont très divers au sein de sa commission concernant les évolutions de la PAC. Il rappelle l'importance des paiements directs, notamment pour les investissements en agriculture. Si les enjeux liés au climat, à l'environnement, au bien-être animal sont primordiaux, le premier pilier de la PAC doit rester essentiel : ces enjeux ne doivent pas être opposés entre eux.

En son nom personnel, et pour répondre à M. Andreas Minnich, il juge nécessaire de réévaluer certains éléments de la PAC, comme les jachères de 4 %.

S'agissant de l'impact des normes sur les échanges internationaux, dont s'inquiète M. Celso Delgado, il rappelle l'exigence de trouver un bon équilibre pour éviter que des sanctions en représailles ne touchent d'autres filières économiques. (*Applaudissements.*)

En conclusion de la conférence, **M. Julien Dive, vice-président de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale de la République française**, salue la richesse des travaux menés sur l'autonomie stratégique économique de l'Union européenne.

Revenant sur la première session de la journée, consacrée à l'autonomie stratégique dans les filières industrielles d'avenir, il retient des différentes interventions que les difficultés d'approvisionnement rencontrées pour certains matériaux et composants, résultant notamment de la pandémie de covid-19, ont contribué à faire de l'autonomie stratégique économique, notamment dans le domaine industriel, un objectif majeur de l'Union. Les sanctions économiques décidées par celle-ci en réponse à l'agression de l'Ukraine par la Russie posent quant à elles de manière aiguë la question de la résilience de l'économie européenne aux chocs extérieurs.

Selon lui, cette prise de conscience doit pousser les États membres à mener, de façon urgente, une réflexion collective sur la meilleure façon de sécuriser les chaînes de valeur et les approvisionnements. Il ne doute pas que ce sujet se trouvera au cœur de la présidence française de l'Union européenne.

Après la deuxième session, qui a porté sur l'autonomie stratégique dans le domaine de l'énergie, il a la conviction que le conflit qui gronde aux portes de l'Europe impose d'accélérer la transition énergétique pour réduire la dépendance européenne aux

hydrocarbures russes et assurer la sécurité de l'Union. Transition écologique et indépendance stratégique vont de pair.

Cependant, il souligne que la transition énergétique repose sur un impensé : sa dépendance aux métaux rares. Il faut, en effet, importer ces métaux, composants indispensables des énergies renouvelables, des batteries électriques et des électrolyseurs d'hydrogène. Comme l'a souligné le Président de la République lors du sommet de Versailles le vendredi précédent, il faut que l'Union européenne adopte rapidement une stratégie en faveur de la sécurisation de l'approvisionnement en métaux stratégiques pour la transition énergétique, adossée au paquet « Ajustement à l'objectif 55 », tout en limitant d'urgence sa dépendance aux importations d'hydrocarbures et de métaux stratégiques en provenance de Russie.

Enfin, sur la question de l'autonomie stratégique dans le secteur agricole, qui a fait l'objet de la troisième session, M. Julien Dive juge que, outre le changement climatique, la survenue de la guerre en Ukraine, dont le théâtre des opérations occupe un bassin de production majeur pour les céréales, le tournesol et le colza, a rappelé l'impératif stratégique d'être autonome aux niveaux agricole et alimentaire. Cette guerre aura des impacts durables sur le paysage agroalimentaire international.

À son sens, la crise appelle, en réponse, des mesures d'ampleur pour préserver le potentiel productif européen, stabiliser les marchés mondiaux et approvisionner suffisamment les États fortement dépendants d'importations agricoles. La souveraineté alimentaire doit constituer de nouveau une priorité politique de premier plan pour tous les États membres, afin de devenir une déclinaison essentielle de l'autonomie stratégique économique de l'Union. C'est un impératif économique, mais aussi et surtout écologique, dans la mesure où la souveraineté alimentaire est de nature à réduire l'empreinte environnementale de



l'alimentation européenne, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre dues au transport des aliments, tout en promouvant une alimentation plus locale respectant des normes environnementales mondialement reconnues comme exigeantes.

L'orateur conclut son intervention en rappelant que la crise internationale qui a imprégné l'ensemble des travaux du jour force les Européens à regarder en face le monde de demain, porteur d'espoirs autant que de menaces, et dans lequel il appartiendra aux parlementaires des États membres de l'Union de faire advenir cette « Europe puissance » dont la nécessité apparaît chaque jour plus impérieuse. (*Applaudissements.*)

**Mme Sophie Primas, présidente de la commission des affaires économiques du Sénat de la République française**, exprime, en conclusion, sa satisfaction que cette journée d'échanges fructueux ait permis d'ouvrir des pistes, notamment sur le marché européen de l'électricité et sur l'agriculture, qu'il conviendra d'explorer dans les mois à venir. Elle voit dans ces débats un signe de la vitalité du parlementarisme européen : il est tout à l'honneur de l'Union européenne et de ses membres de préserver de tels espaces de discussion, *a fortiori* dans un contexte de guerre à ses portes, car la paix naît de la confrontation des idées et du pari de l'intelligence collective. Face au mythe de l'efficacité des autoritarismes, il faut affirmer la supériorité de la délibération et du processus parlementaires.

Mme Sophie Primas juge que les parlements nationaux doivent avoir leur mot à dire dans la définition de l'autonomie stratégique économique et dans sa traduction concrète. Il est essentiel de faire vivre la coopération interparlementaire, par exemple par des déplacements communs sur des sites industriels, agricoles, ou de production d'énergie. Il faudrait aussi avoir davantage recours aux comparaisons européennes avant de légiférer. Le droit européen doit être vu par les parlements nationaux moins comme une contrainte que

comme une matière à co-construire. Inversement, les institutions européennes et les États membres ne doivent pas considérer le principe de subsidiarité et l'implication des parlements nationaux comme un frein : leurs discussions ne sont pas dilatoires ; elles sont la garantie de normes mieux acceptées.

Selon l'oratrice, cette conférence prouve qu'il ne faut pas aborder ces questions de façon idéologique. L'Europe fait face au vieux dilemme entre liberté et sécurité : soit, en profitant pleinement de la mondialisation, on s'expose à des crises aux conséquences gravissimes, soit on cherche à éviter ces soubresauts, au prix d'une trajectoire de croissance et d'innovation moins dynamique. La sagesse et l'à-propos peuvent seuls aider à résoudre ce dilemme, quitte à s'affranchir des doctrines et des stratégies existantes. Le dialogue avec les acteurs économiques est, à cet égard, une garantie de pragmatisme et d'équilibre.

Plutôt que de déconstruire l'intégration commerciale et la division internationale des processus productifs patiemment bâties, en vue d'une autosuffisance chimérique ou d'une relocalisation systématique, Mme Sophie Primas estime qu'il faut défendre le concept d'« autonomie stratégique ouverte », compromis frappé du sceau du bon sens, qui lui semble offrir une solution plus pérenne que les sirènes protectionnistes, lesquelles condamneraient l'Europe à de préjudiciables retours de balancier. L'objectif demeure cependant ambitieux, car l'Union ne peut pas encore s'appuyer sur une autonomie économique suffisante pour parler le langage de la puissance.

Mme Sophie Primas estime donc que les stratégies et normes européennes proposées par la Commission ces derniers mois seront décisives pour les années à venir : l'Union a rendez-vous avec son destin. Le Sénat et l'Assemblée nationale de la République française chercheront, pendant la PFUE, à peser sur les orientations relatives à l'autonomie stratégique économique, en s'appuyant sur les travaux de la présente conférence.

Mme Sophie Primas exprime enfin le vœu que les conclusions de la conférence, qui seront publiées à l'issue de ces échanges, ne clôturent pas ceux-ci, mais servent de point de départ à une réflexion partagée et évolutive sur l'autonomie stratégique économique.

*(Applaudissements.)*

*La réunion est close à 16 h 15.*